
**RÉSOLUTIONS ET DÉCISIONS
DU
XXV CONGRÈS
DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE**



CARTHAGÈNE, COLOMBIE
2-4 mars 2017



**Publié par
l'Internationale Socialiste
PO Box 67973
Londres SW4 4DU
Royaume Uni**

Table de Matières

XXV Congrès de l'Internationale Socialiste <i>Pour un monde en paix, d'égalité et de solidarité</i> <i>Carthagène, Colombie</i>	1
Résolutions et Déclarations	
Résolution du congrès Pour un monde en paix, d'égalité et de solidarité	11
Parvenir à une plus grande égalité dans l'économie nationale et mondiale	18
Déclaration en soutien au Mexique	25
Déclaration sur Puerto Rico	26
Déclaration sur la question Palestinienne	28
Résolution sur le Venezuela	31
Déclaration sur la Mauritanie	32
Initiative de l'Internationale Socialiste concernant le génocide Arménien	33
Déclaration sur les restrictions juridiques imposées aux leaders politiques d'Amérique Latine	34
Résolution pour habilitier le Conseil à apporter des modifications aux statuts	35
Changement aux statuts approuvé par le Congrès	36
Elus par le XXV Congrès	37
Présidents honoraires convenus par le XXV Congrès de l'IS	38
Décisions du Congrès sur l'adhésion	39
Galerie de photos	40
Liste des participants	58

XXV Congrès de l'Internationale Socialiste, Carthagène, Colombie

Pour un monde en paix, d'égalité et de solidarité

2-4 mars 2017



Sous le titre « *Pour un monde en paix, d'égalité et de solidarité* », l'Internationale Socialiste a tenu son XXVe Congrès en Colombie, prêtant sa voix mondiale pour soutenir le processus de paix historique en marche dans ce pays, des suites de l'accord de paix conclu récemment entre le gouvernement et le groupe rebelle des FARC.



S.E. Juan Manuel Santos, Président de la République de Colombie

Le Congrès s'est déroulé dans la ville historique de Carthagène du 2 au 4 mars 2017, accueilli par le parti membre de l'IS, le Parti libéral colombien (PLC), et fut inauguré avec la participation de Son Excellence Juan Manuel Santos, Président de la République de Colombie et lauréat du Prix Nobel de la paix 2016, qui a prononcé une allocution spéciale à l'assemblée.

Quatre orateurs se sont exprimés à la séance d'ouverture du Congrès, le secrétaire général de l'Internationale Socialiste, le co-leader du parti hôte, le président de l'Internationale, et le Président de la République de Colombie.

Le secrétaire général Luis Ayala a accueilli les participants et exprimé la fierté de l'IS d'être à Carthagène, lieu où le mouvement social-démocrate mondial s'est réuni pour manifester son soutien au processus de paix et de réconciliation en Colombie et sa solidarité avec le peuple colombien. Des partis de l'IS d'autres régions, représentés au Congrès, tentent également d'atteindre la paix et de mettre un terme aux conflits dans d'autres parties du monde, et l'Accord de paix signé en Colombie, désormais mis en œuvre, est une source d'inspiration pour notre famille mondiale. Notre ordre du jour abordera également d'autres sujets fondamentaux de préoccupations, que sont les inégalités dans l'économie mondiale, le besoin d'une plus grande solidarité au sein de et entre les nations, ainsi que notre réponse collective à ceux qui favorisent un programme centré sur l'intérêt personnel, le populisme et le nationalisme, contre le multilatéralisme et la coopération internationale.



Luis Ayala, Secrétaire général de l'IS



Horacio Serpa, co-Leader du PLC, Colombie

Horacio Serpa, co-leader du parti hôte PLC, a souhaité la bienvenue à tous les participants en Colombie, un pays de 1 140 000 kilomètres carrés, comptant 49 000 000 habitants fruits d'un mélange de plusieurs peuples autochtones, métisses, noirs, blancs, métissés, multi-ethniques, multiculturels, catholiques, anglicans, évangéliques, musulmans, juifs, tous cohabitant sous une Constitution qui respecte l'égalité des sexes, la liberté de culte et la diversité sexuelle. Il a fait mention des progrès réalisés dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités, de la conclusion de l'accord de paix attendu de longue date, et de la volonté de la

Colombie de garder ses portes ouvertes aux migrants victimes de persécutions dans leur pays d'origine. Et d'ajouter qu'en tant que membres de l'Internationale Socialiste, nous croyons qu'un monde en paix est possible, où s'exerce le droit à la liberté, à la sécurité sociale, à l'emploi et au pain.

Le Président de l'IS George Papandreou, lors de son discours au Congrès, a mis l'accent sur la solidarité ressentie avec la Colombie et avec les efforts, le courage et la détermination du Président Santos et de son gouvernement pour restaurer la paix. La réconciliation nationale est un processus fragile et



George Papandreou, Président de l'IS



difficile, a-t-il déclaré, mais elle est le moyen d'atteindre une Alors que de nombreux dirigeants choisissent une politique de polarisation et de peur, voilà un exemple de rôle mobilisateur apportant la paix et la réconciliation. En revenant sur les défis fondamentaux du monde d'aujourd'hui, il a rappelé

notre capacité à les relever en apportant une réponse qui ne se fonde pas sur l'isolationnisme, la haine, le nationalisme, les murs, l'autoritarisme ou le dogmatisme. Bien que plurielle, notre famille mondiale est unie par ses valeurs communes et sa foi en la paix, la coopération, le respect, la dignité, la tolérance, la durabilité, la démocratie et l'égalité.

Le XXVe Congrès a entendu Son Excellence Juan Manuel Santos, Président de la République de Colombie. Après avoir souhaité la bienvenue aux délégués, amis et invités, il a rappelé l'importance des droits, des libertés et de la démocratie pour les Colombiens. La paix, a-t-il souligné, est bien plus que le silence des armes, mais elle a besoin d'être consolidée grâce à l'égalité, en espérant que cela puisse être un modèle pour ceux qui, dans le monde, ont été, hélas, polarisés. Il a fait mention de la lutte que se livrent l'amour et la peur dans le monde d'aujourd'hui. L'espèce humaine est une seule unité regroupant tout le genre humain, et c'est l'amour qui nous a aidés à comprendre la souffrance, la tolérance, le respect et la valeur de la diversité en tant que trésor de l'humanité. Il a déclaré que la peur, elle, produit des menaces à cause du manque de connaissances, qui devient à son tour une cause de violence. L'enjeu est de retrouver l'unité, la tolérance et l'amour, balayés par la peur, et l'inspiration pour y parvenir peut être trouvée dans les idées, les valeurs et les principes qui caractérisent des organisations telle que l'Internationale Socialiste.

L'ordre du jour du Congrès s'est articulé autour de trois grands thèmes, reprenant les priorités du mouvement : « *Construire un monde plus pacifique : résoudre les conflits et prévenir leur apparition* » ; « *Parvenir à une plus grande égalité dans l'économie nationale et mondiale* » ; et « *Solidarité au sein de et entre les nations : un pilier fondamental de notre Internationale* ».

Construire un monde plus pacifique : résoudre les conflits et prévenir leur apparition

Juan Fernando Cristo, ministre de l'Intérieur de Colombie, qui joue actuellement un rôle central dans la mise en œuvre de l'accord de paix conclu avec les FARC, a prononcé le premier discours inaugural sur ce thème, se concentrant sur l'expérience de son pays dans la résolution d'un conflit armé de plus de 50 ans avec des groupes rebelles. Ce processus fut long et difficile, et un appui et des encouragements continus sont nécessaires pour voir aboutir la phase de mise en œuvre de l'accord, dont une partie centrale a débuté alors même que les délégués de ce Congrès se trouvaient à Carthagène, avec la démobilisation et le début de la remise des armes par les FARC aux Nations Unies.



Juan Fernando Cristo, Ministre de l'Intérieur, PLC, Colombie



Carolina Ordoñez, PLC, Colombie

De nombreux participants au Congrès ont pris part aux discussions sur ce thème, faisant part de leurs expériences dans des contextes très divers. Entre eux, Julião Mateus Paulo, (MPLA, Angola) ; Carlos Eduardo Vieira da Cunha and Carlos Lupi (PDT, Brésil) ; sur la recherche de la paix au Moyen-Orient, le Congrès a entendu Colette Avital (Meretz, Israël), Nabeel Shaath (Fatah, Palestine) et Gal Raij (Parti travailliste d'Israël) ; Henry Ramos (AD, Venezuela) ; Guo Yezhou (vice-ministre, PCC, Chine), qui a adressé ses salutations au Congrès ; Rubén Berrios (PIP, Puerto Rico) ; Ouesseini Hadizatou Yacouba (PNDS-TARAYYA, Niger) ; Miguel Vargas, (PRD, ministre des Affaires étrangères de la République dominicaine) ; Mario Jiménez (PSOE, Espagne) ; Mikalai Statkevich (BSDP-NH, Belarus) ; Mustapha Ben Jaafar, (Ettakatol, Tunisie) ; Shazia Marri (PPP, Pakistan) ; Mario Nalpatian (ARF-D, Arménie) ; Zharmakhan Tuyakbay (OSDP, Kazakhstan) ; Ryoichi Hattori (SDP, Japon) ; Araz Alizadeh (SDPA, Azerbaïdjan) ; Sadi Pire (PUK, Iraq) ; Khalid Azizi (KDP, Iran) ; Pia Locatelli (PSI, Italie) ; Dahan Alnajjar (Yémen, YSP) ; Andres Esono Ondo (Guinée équatoriale, CPDS) ; Saleh Mohamed Moslem (PYD, Syrie) ; Limam Ahmed (RFD, Mauritanie) ; Umut Oran (CHP, Turquie) ; et Carolina Ordoñez (PLC, Colombie).



Pia Locatelli, PSI Italie, Vice-Présidente de l'IS

Lors des discussions menées sur ce sujet au Congrès, les pays et les régions victimes de conflits internes et externes ont été identifiés, et leur situation exposée avec des recommandations et des initiatives pour relever les défis auxquels ils sont confrontés et faire de la paix un objectif moins lointain. Des conflits armés au nationalisme, à la xénophobie, à la corruption et aux déplacements à grande échelle d'êtres humains, il a été rappelé que la communauté internationale doit de toute urgence s'engager de manière constructive. Par ailleurs, les participants ont convergé vers un engagement renouvelé de l'Internationale Socialiste à accorder la priorité à la paix, au renforcement des Nations Unies en tant qu'institution vitale pour atteindre ces objectifs, et au travail auprès de nos partis dans les pays du monde entier en proie aux souffrances des conflits. Il a été souligné qu'il est nécessaire de promouvoir et de consolider la démocratie ainsi que le respect des droits et des libertés de tous les peuples pour atteindre et garantir la paix. L'accent a été mis sur la force de l'Internationale Socialiste, quand elle travaille en solidarité, s'oppose collectivement au nationalisme et au populisme d'extrême droite, défend nos valeurs et principes pour faire avancer la coopération internationale, la protection des migrants et des réfugiés, et reste ferme dans son soutien aux victimes de violence, de terreur et d'oppression. Une résolution générale du Congrès, par la suite adoptée, reprend ces conclusions.

Élections



Réunion de la Commission Electorale du congrès

Le Conseil de l'Internationale Socialiste a pris la décision, la veille, de nommer une Commission électorale composée de quatre membres de différentes régions, deux hommes et deux femmes. Ces derniers sont Eero Heinälouma (SDP, Finlande) ; Chantal Kambiwa (SDF, Cameroun) ; Shazia Marri (PPP, Pakistan) ; et Rafael Michelini (NE, Uruguay). M. Michelini, endossant le rôle de porte-parole de la Commission électorale, a

procédé aux votes pour élire le président de l'IS, le secrétaire général de l'IS ainsi que les vice-présidents de l'IS.

Un seul candidat s'est présenté au poste de président de l'IS, le président actuel, George Papandreou (Grèce). Le Congrès l'a reconduit par acclamation. Il a accueilli le résultat du vote avec gratitude et a exprimé ses remerciements, précisant qu'il n'avait cessé de poursuivre son travail avec la famille de l'IS.

Deux candidats se sont présentés au poste de secrétaire général de l'IS, Luis Ayala (Chili) et Welile Nhlapo (Afrique du Sud). Rafael Michelini a expliqué que la Commission a œuvré à l'organisation de

l'élection dans le respect d'une procédure stricte. Au moment de procéder au vote, Gwede Mantashe, secrétaire général de l'ANC, a annoncé que le candidat de l'Afrique du Sud retirait sa candidature pour des raisons familiales. Luis Ayala a par conséquent été reconduit par acclamation au poste de secrétaire général de l'IS. Il a déclaré être honoré de la confiance qu'on lui a témoignée, et a remercié les nombreux partis qui l'ont invité à se porter candidat. Il s'est dit convaincu que l'Internationale sera toujours couronnée de succès tant qu'elle sera autogouvernée démocratiquement par ses membres.



*Rafael Michelini, NE,
Uruguay, Vice-Président de l'IS*

Quant à l'élection des vice-présidents, M. Michelini a présenté la liste des candidats inscrits, tel que convenu par le Conseil, avec un candidat pour Israël d'une part et un candidat pour la Palestine d'autre part. Prenant acte que la liste était conforme aux statuts, trente-deux vice-présidents ont été dûment élus par acclamation. Le Congrès a mandaté le prochain Conseil d'élire les quatre postes vacants au Présidium, respectant les exigences statutaires en matière de genre.

Le Congrès a ensuite approuvé les propositions soumises pour les postes de présidents honoraires de l'IS. Ces derniers sont Mustapha Ben Jaafar (Tunisie) ; Rubén Berríos Martínez (Puerto Rico) ; Cuauhtémoc Cárdenas (Mexique) ; Tarja Halonen (Finlande) ; Mahamadou Issoufou (Niger) ; Lionel Jospin (France) ; Horacio Serpa (Colombie) ; et Jalal Talabani (Iraq).

Parvenir à une plus grande égalité dans l'économie nationale et mondiale



*Elio Di Rupo, Belgique, PS,
Vice-Président de l'IS et
Président de la Commission de
l'IS sur l'Inégalité*

Elio Di Rupo, président de la Commission de l'IS sur les inégalités (PS, Belgique), a prononcé un discours d'introduction sur le second thème principal, se concentrant sur la lutte contre les inégalités, qui augmentent dans le monde entier. Il a déclaré que les êtres humains ne doivent pas être esclaves de l'économie. En tant que socialistes, nous croyons en l'égalité humaine, au cœur même de notre ADN, et nous lutterons ensemble pour un monde uni puisque les principaux problèmes auxquels nous sommes confrontés sont mondiaux.

Eero Heinäluoma, (SDP, Finlande), et Richard Parker (Parti démocrate, USA, professeur à l'université d'Harvard), tous deux membres de la Commission de l'IS sur les inégalités, ont apporté leurs contributions sur ce thème. Dans son discours, Eero Heinaluoma a mis en garde l'assemblée contre le capital mondial sans entraves et a souligné que

nous faisons face à une problématique générationnelle affectant nos valeurs fondamentales et nos

réussites durement acquises. Richard Parker s'est exprimé, dans son discours, sur la situation inégalitaire actuelle de l'économie mondiale. Sur ce sujet, le Congrès a adopté à l'unanimité un document centré sur les forces à l'origine d'une telle fracture économique entre les pauvres majoritaires et une poignée de riches. La croissance économique est désormais requise pour produire des résultats et des emplois stables et sur le long terme, où les profits génèrent des flux fiscaux essentiels aux gouvernements pour le bien-être des citoyens.



*Eero Heinäluoma, Finlande,
SDP, Vice-Président de l'IS*



*Richard Parker, Parti
Démocrate des Etats Unis,
Professeur de l'Université de
Harvard*

Des contributions sur ce thème ont été apportées par Bernal Jiménez (PLN, Costa Rica), Sükhbaataryn Batbold (MPP, Mongolie) ; Isabel Allende (PS, Chili), Gwede Mantashe (ANC, Afrique du Sud) ; Mani Shankar Aiyar (INC, Inde) ; Emmanuel Golou (PSD, Bénin) ; André Figueiredo (PDT, Brésil) ; Roberto Marrero (VP, Venezuela) ; Svetlina Yolcheva (Bulgarie, PBSB) ; Jesús Rodríguez (UCR, Argentine), et Ouafa Hajji, présidente de l'Internationale Socialiste des femmes.

Il a été reconnu, au gré des discussions, que les questions de pauvreté et d'inégalités sont complexes et multidimensionnelles, et qu'un changement structurel de l'économie politique est nécessaire pour atteindre ces objectifs. Des appels ont été lancés aux gouvernement et autres acteurs pour éradiquer les paradis fiscaux, prendre d'autres

mesures visant à endiguer les flux illicites de capitaux du Sud vers le Nord, accélérer les réformes agraires lorsque nécessaires, prendre des mesures plus fermes contre la corruption dans le secteur public et privé, y compris les entreprises multinationales, renforcer la budgétisation axée sur l'égalité des sexes, augmenter le salaire minimum et intensifier les efforts pour mettre un terme aux conflits qui minent le développement et la réduction de la pauvreté.



*Ouafa Hajji, Présidente de l'IS des
Femmes*

Solidarité au sein de et entre les nations : un pilier fondamental de notre Internationale

Sous le troisième thème principal de la solidarité au sein de et entre les nations, il a été fait mention de la situation dramatique que connaît la minorité rohingya au Myanmar. Le Congrès a entendu le discours de Maung Tun Khin, représentant du peuple rohingya birman, sur les conditions extrêmes que connaît son peuple, comptant de nombreux morts et un nombre incalculable de déplacés pour les 5 derniers mois uniquement. Il a cité un rapport du Bureau du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de février 2017 détaillant les violations flagrantes des droits de l'homme dont ont été victimes les populations rohingyas, indiquant qu'il pourrait s'agir de crimes contre l'humanité. Le Congrès enjoint tous les gouvernements, ainsi que la communauté internationale dans son ensemble, de faire pression sur les autorités birmanes, et de prendre les mesures nécessaires pour protéger la population rohingya et mettre un terme à leur persécution.



*Maung Tun Khin,
Représentant du Peuple
Rohingya de Burma*



*Pendukeni Iivula-Ithana, SWAPO
Namibie, Vice-Présidente de l'IS*

Des contributions sur le thème de la solidarité ont été apportées par Mala Bakhtiar (PUK, Iraq) concernant la situation des Kurdes, en Iraq et dans la région ; Pendukeni Iivula-Ithana (SWAPO, Namibie) ; Sandra Torres (UNE, Guatemala) ; Saleh Kebzabo (UNDR, Tchad) ; Reijo Paananen (SDP, Finlande) ; Chantal Kambiwa (SDF, Cameroun) ; Elyzabeth Reyes (UN, Bolivie) ; Victor Benoit (Fusion, Haïti) ; Jorge del Castillo (APRA, Pérou) ; Francisco Rosales (FSLN, Nicaragua) ; Victor Pardo (PLC, Colombie) ; Roberto César Birri (PS, Argentine) ; et David Balsa (Assemblée parlementaire euro-latinoaméricaine).

Les intentions du Congrès sur ce point réaffirment que l'Internationale Socialiste, qui rassemble en une seule organisation des groupes confessionnels et des cultures du monde entier, est unie autour de son principe fondamental de solidarité, rejetant les fausses allégations de choc des civilisations. La solidarité, inspirée par les valeurs et les principes qui définissent notre Internationale, a été citée en référence à tous ceux qui s'opposent au populisme et à l'extrémisme, ou qui luttent pour la démocratie, les libertés et les droits, ainsi que notre soutien aux migrants et aux réfugiés victimes de d'injustices et de l'absence de ces libertés et de ces droits que nous défendons. L'Internationale Socialiste est solidaire aujourd'hui avec le processus de paix en Colombie, et s'engage tout autant à œuvrer pour la paix dans les zones de conflit ou de troubles civils dans différentes parties du monde. Le Congrès a également exprimé sa solidarité avec la lutte et l'adaptation aux changements climatiques, réitérant son appel aux

gouvernements à inscrire les obligations en matière de changements climatiques dans leurs législations nationales.

Déclarations et communiqués adoptés par le Congrès

Répondant aux propositions et demandes des partis membres de l'IS, le Congrès a discuté sur et adopté un certain nombre de déclarations et de communiqués. Ces derniers sont, ainsi qu'une résolution générale du Congrès, la déclaration en soutien au Mexique, du fait des politiques ségrégationnistes et discriminatoires de l'administration de M. Trump aux Etats-Unis ; une déclaration en soutien au droit à l'autodétermination et à l'indépendance du peuple de Puerto Rico ; l'expression des profondes inquiétudes soulevées par la crise politique, économique et sociale actuelle au Venezuela ; une déclaration sur la question palestinienne introduite par le Fatah, Palestine, et le Parti Meretz d'Israël ; une déclaration en soutien à la lutte menée par son parti membre en Mauritanie, le RFD, contre les modifications de la Constitution dans ce pays ; l'initiative de l'Internationale Socialiste concernant le génocide arménien ; ainsi qu'une déclaration contre les restrictions juridiques imposées aux leaders politiques d'Amérique latine, notant l'augmentation du nombre d'affaires judiciaires pour des raisons politiques dans la région et appelant à la responsabilité du pouvoir judiciaire dans le bon fonctionnement de la démocratie.



Les délégués ont également débattu sur les propositions d'amendements à apporter aux statuts actuels de l'IS concernant l'égalité des sexes, une question qui a été débattue par le Conseil à la veille du Congrès. Des amendements aux statuts pour inclure l'objectif de

répartition égale entre les hommes et les femmes à tous les niveaux de l'organisation, déclarant que l'égalité des sexes est une question de droits de l'homme pour le mouvement ; et pour garantir la représentation des femmes au Présidium de l'IS conformément aux statuts, déclarant que l'ISF peut être consultée en cas de difficultés. Le Congrès a également adopté une résolution dotant les futurs Conseils de la capacité à apporter les modifications nécessaires aux statuts pour permettre la mise en œuvre de ce principe d'égalité entre le nombre d'hommes et de femmes à tous les niveaux de l'organisation, et à décider de la mise en place et du mandat d'un Comité sur l'égalité.

Décisions concernant les adhésions

Le Congrès approuve les décisions prises par le Conseil avant l'ouverture du Congrès, visant à accepter le parti Frente de Unidad Nacional de Bolivie comme nouveau membre de plein droit, octroyer le statut de partis membres de plein droit à l'UNDR du Tchad et au TDP de Chypre, ainsi qu'à octroyer le statut de parti membre consultatif au Front Polisario du Sahara Occidental. Le Congrès a également ratifié l'ensemble des précédentes décisions prises par le Conseil de l'IS lors de la période entre les Congrès concernant les questions d'adhésion.

RÉSOLUTION DU CONGRÈS
POUR UN MONDE DE PAIX, D'ÉGALITÉ ET DE
SOLIDARITÉ

Original : anglais

Le Congrès de l'Internationale Socialiste à Carthagène aborde les priorités de notre mouvement et des peuples du monde entier, en cette époque de plus en plus troublée. Les inégalités se creusent au sein de et entre les sociétés. De même, tous les efforts déployés par le passé par nos partis pour lutter contre les inégalités sont plus que jamais visés par les puissances économiques et leurs alliés politiques largement financés. La paix n'est encore qu'un rêve dans bien des endroits. En dépit d'un déclin du nombre de conflits entre les États ces dernières décennies, des millions de personnes continuent de mourir et de souffrir du fait de conflits civils. Des sociétés entières sont anéanties et un nombre sans précédent de réfugiés fuyant la guerre et les violences trouvent plus souvent refuge dans les pays du Sud, creusant davantage les inégalités mondiales. Il est certain que viennent s'ajouter les migrants issus d'États faillis et fuyant les catastrophes climatiques, à une grande échelle. Par ailleurs, la solidarité entre les peuples et les États, si durement acquise à la fin du 20^{ème} siècle, est en train de se désintégrer dans plusieurs régions du monde. De plus en plus de gouvernements et de partis politiques se tournent vers le nationalisme, la xénophobie, et tout simplement l'isolement, autant de réponses aux défis actuels vouées à l'échec, dans un monde véritablement mondialisé qui exige déjà un renforcement de la coopération mondiale, ainsi que des pratiques et des organisations multilatérales plus robustes, à l'instar des Nations Unies et de l'Internationale Socialiste.

L'Internationale Socialiste reconnaît pleinement ces défis, tout en sachant que nous sommes, les partis socialistes, sociaux-démocrates et travaillistes, les mieux outillés pour les relever.

Notre confiance se fonde sur le socle moral et les valeurs inébranlables de notre mouvement : utiliser le pouvoir avec humilité et pour faire le bien. Accomplir de grandes choses en investissant dans l'être humain. Construire la démocratie pour garantir de bonnes décisions. Reconnaître que le capitalisme et les marchés libres ne garantissent pas la liberté. Assurer la croissance implique une croissance sociale et plus d'égalité. Libérer, soutenir et encourager la diversité et la créativité de l'humanité. Reconnaître que la guerre ne résout rien, et que rien n'est possible sans la paix. Croire que l'amour l'emporte sur la peur dans un monde où les êtres humains sont d'une seule et même origine, voués à un seul et même destin.

Notre confiance se fonde aussi sur nos réussites engrangées au cours des sept dernières décennies, au gouvernement et dans l'opposition, et sur tous les continents. Une telle réussite s'observe aujourd'hui et ici, en Colombie. Nous sommes fiers et honorés de nous réunir en Colombie en la présence de notre hôte et parti membre de l'Internationale Socialiste, le Parti libéral colombien. Le Président Juan Manuel Santos, son gouvernement et son pays sont un symbole d'espoir pour le monde entier. Nous saluons le Président Santos et les représentants des Forces armées révolutionnaires de Colombie, les FARC, pour la paix instaurée l'année dernière, mettant fin à plus d'un demi-siècle de conflit armé. Une voie a été ouverte pour la paix stable et durable que méritent les Colombiens.

L'Internationale Socialiste salue l'engagement et la volonté de surmonter le conflit dont a fait preuve l'ensemble de la société colombienne. Nous saluons le fait que l'Accord de paix prenne en compte les victimes du conflit, et en fasse un engagement essentiel, et nous resterons activement préoccupés par le plein respect de ces engagements. Nous saluons également cette nouvelle ère de progrès et de renforcement de la culture civique, des droits de l'homme, de la tolérance, de la résolution pacifique des conflits et de la démocratie. Nous sommes également fiers et honorés de compter sur la présence parmi nous, à ce Congrès, des partis membres d'Israël et de Palestine. L'Internationale Socialiste réaffirme son rôle et renouvelle son engagement en faveur d'une paix juste et durable pour les Palestiniens et les Israéliens, en tirant parti du dialogue engagé ici. Nous nous félicitons également d'être entourés des partis membres de Tunisie, du Pakistan, de Chypre, du Mali et d'autres pays où les discussions engagées ici aideront à répondre aux besoins en matière de consolidation de la paix régionale et locale et de prévention des conflits.

De même que notre socle moral, nos valeurs et nos réussites, nous reconnaissons la nature et la valeur uniques de l'Internationale Socialiste en tant que plate-forme mondiale de partis qui éveille l'espoir des peuples du monde entier. C'est avec humanité et avec cœur que nous croyons en un monde meilleur. Nous croyons que le peuple a le pouvoir de mettre le monde sur la voie de la vertu. En ces temps troublés, nous croyons en un nouvel accord, un nouveau contrat social à l'échelle mondiale. Aujourd'hui, plus que jamais, nous croyons en notre unité, la certitude que notre voix sera entendue et la volonté de transformer positivement les vies de notre humanité commune.

Paix

Nous nous réunissons à Carthagène à une époque de vives inquiétudes quant aux hypothèses, politiques et institutions responsables du maintien la paix dans le monde ces 70 dernières années. Notre première préoccupation concerne l'enjeu du multilatéralisme, visé par les nationalistes, les populistes et d'autres qui n'offrent aucune alternative à la coopération internationale, puisqu'il n'en existe pas. Se retrancher dans une position de pure sécurité nationale et retourner à la sécurité militaire en tournant le dos à la sécurité humaine, en ébranlant davantage le système commercial mondial qu'en l'améliorant, en réduisant l'aide, déjà insuffisante, apportée au Sud, en sous-finançant et mettant sur la touche les Nations Unies et ses travaux essentiels basés sur la Charte, ce sont autant d'étapes qui feront de ce monde un monde plus dangereux pour tous. À l'ère des menaces mondialisées, personne ne sera à l'abri de ces dangers.

L'Internationale Socialiste a longtemps soutenu le désarmement et la réduction des dépenses militaires, y compris la R&D, et a plaidé en faveur de plus de ressources allouées au développement pour répondre aux besoins du Sud et réduire la fracture Nord-Sud. Nous réitérons notre appel avec un sentiment d'urgence. Les responsables militaires reconnaissent eux-mêmes que la sécurité ne peut être achetée par une augmentation des dépenses militaires. Il faut s'atteler aux causes profondes de l'insécurité. Il faut renforcer la prévention des conflits. Il faut soutenir le rôle des femmes comme pacificatrices. Nous en appelons à tous les gouvernements, en particulier ceux du Nord, à rejeter la sécurité militarisée et l'augmentation des dépenses militaires, lesquelles se sont révélées être, depuis longtemps, des impasses pour répondre aux véritables besoins de sécurité et de progrès humain.

L'Internationale Socialiste a été un fervent défenseur des Nations Unies et de ses travaux depuis notre première conférence fondatrice. Nous appelons à nouveau à un renforcement du système des Nations Unies et, dans un contexte de paix, au renforcement des capacités des Nations Unies en matière d'alerte précoce et de prévention des conflits, de maintien de la paix, d'interventions de maintien de la paix solides, et d'aide humanitaire, en particulier pour les réfugiés et les migrants de guerre. L'aide au développement est directement liée à la paix. Nous sommes atterrés de constater à quel point le monde est à la traîne dans l'atteinte des objectifs d'aide au développement financés par les pays de l'OCDE. Il est crucial de réduire le fossé des inégalités pour garantir plus de paix et de sécurité pour tous. À une semaine du niveau le plus élevé jamais enregistré à la Bourse de New York, nous exhortons les gouvernements de l'OCDE à identifier les moyens d'atteindre rapidement l'objectif de minimum 1% du PIB alloué à l'aide au développement, hors financement de l'atténuation et de l'adaptation aux changements climatiques destiné au Sud.

Iraq et Syrie

La terreur semée par ISIS est une menace majeure à la paix et à la sécurité internationales et pour les populations de la région. Il faut y mettre un terme immédiatement. Nous réitérons notre appel à la communauté internationale à répondre en s'unifiant, à soutenir le gouvernement irakien dans ses efforts pour renforcer et consolider la démocratie et à soutenir tous les Syriens aspirant à la démocratie, à la liberté et au respect des droits de l'homme. Au moins 13 millions de Syriens ont besoin d'aide humanitaire. Près de 5 millions d'entre eux sont des réfugiés. Le poids de l'aide apportée aux réfugiés est porté en grande partie par la Jordanie et d'autres pays voisins. L'Internationale Socialiste enjoint la communauté internationale à accroître de toute urgence l'aide apportée aux Nations Unies et aux autres efforts humanitaires et à chercher une issue politique et diplomatique au conflit en impliquant pleinement tous les acteurs syriens. Les Syriens doivent décider de la solution politique finale qui pourrait reprendre le projet de fédéralisme démocratique proposé par le Conseil démocratique syrien, lequel devrait participer aux pourparlers de paix.

Yémen

L'Internationale Socialiste exprime sa profonde inquiétude au sujet de la guerre qui fait rage au Yémen. Le Yémen est aujourd'hui exposé à un risque de partition, de terrorisme et de faillite de l'État. L'Internationale Socialiste lance un appel à toutes les parties au Yémen à reprendre la voie du dialogue politique et à rejeter tout recours à la violence. Nous enjoignons toutes les parties à respecter l'issue du dialogue national approfondi. Toutes les parties devront se voir octroyer le même droit de participer aux discussions à venir.

République démocratique du Congo

L'Internationale Socialiste appelle le reste de la communauté internationale à apporter son aide à l'organisation des élections plus tard cette l'année. L'Internationale Socialiste est disposée à apporter son soutien tout en appelant de ses vœux un contexte de liberté et de droits, la libération des prisonniers politiques et l'inclusion des citoyens forcés de vivre en exil. Nous appelons tous les partis de l'opposition à prendre part aux processus électoral et à veiller à la transition pacifique du pouvoir en 2017.

Chypre

L'Internationale Socialiste appelle à la fois les leaders chypriotes grecs et chypriotes turcs à reprendre les pourparlers de paix en vue d'atteindre dès que possible, une solution fédérale

bizonale et bi-communale pour Chypre. Nous regrettons qu'à l'heure actuelle, les pourparlers de paix à Chypre soient interrompus en dépit des progrès considérables engendrés des deux côtés. Nous espérons que l'île de Chypre sera bientôt un exemple de coexistence pacifique, de coopération et de prospérité en Méditerranée orientale.

Tunisie

L'Internationale Socialiste salue les avancées de la transition démocratique en Tunisie et appelle la communauté internationale à soutenir la Tunisie dans ses efforts pour faire face aux difficultés économiques et sociales qui fragilisent la démocratie tunisienne en construction. Elle appelle par ailleurs les autorités tunisiennes à consolider le processus démocratique par l'accélération de la mise en place des instances constitutionnelles et par l'avancement dans les réformes de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption.

Libye

L'Internationale socialiste, consciente des effets positifs de la paix en Libye sur tous les pays de voisinage, appelle les nations unies à poursuivre ses efforts pour rétablir la paix dans ce pays et enregistre avec satisfaction l'initiative de La Tunisie En association avec l'Algérie et l'Égypte pour aboutir à une solution politique impliquant tous les acteurs libyens et garantissant l'intégrité territoriale de la Libye.

Caucase

L'Internationale Socialiste appelle à un plus de dialogue pour mettre un terme aux hostilités, réduire les tensions et l'armement tout en instaurant la confiance entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Nous appelons la communauté internationale à soutenir les efforts en cours du groupe de Minsk de l'OSCE, en faveur d'une paix durable dans la région.

Iran

L'Internationale Socialiste exprime son inquiétude face aux violations des droits de l'homme, et plus particulièrement la détérioration des droits démocratiques en Iran, ainsi que les discriminations contre les Kurdes. Nous soutenons une solution pacifique à la question kurde en Iran.

Ukraine

L'Internationale Socialiste soutient une rapide résolution du conflit en Ukraine, basée sur l'application de l'Accord de Minsk.

Turquie

L'Internationale Socialiste exprime son inquiétude face aux violations des droits de l'homme et la détérioration de la démocratie en Turquie. Nous sommes particulièrement préoccupés par l'arrestation de milliers de militants, la détention de centaines de leaders municipaux élus, et la détention de Selahattin Demirtasand et de Figen Yuksekdog. Nous appelons à leur libération et à de nouveaux pourparlers de paix pour répondre à la question des droits de l'homme et de la démocratie en Turquie.

Myanmar

L'Internationale Socialiste appelle les dirigeants et le gouvernement du Myanmar à immédiatement cesser toute persécution et violation des droits de l'homme à l'encontre de la minorité Rohingya et à engager le dialogue sur le respect de leurs droits en tant que minorité et leur besoin d'être reconnus et respectés en tant que citoyens à part entière.

Égalité

Le mouvement socialiste, social-démocrate et travailliste a longtemps lutté pour réduire les inégalités. Les conservateurs estiment que les inégalités sont un élément naturel, voire nécessaire, de la condition humaine. Les libéraux traditionnels pensent que l'égalité des chances suffit, même si elle est rarement atteinte. Notre socle moral et nos valeurs rejettent ces visions. Notre vision est celle d'une véritable égalité dans la jouissance de la dignité, de la citoyenneté, de l'économie, des biens publics et du patrimoine commun de l'humanité. Ce qui comprend l'égalité des sexes, des groupes ethniques et des groupes confessionnels, l'égalité entre jeunes et vieux, et à tous les niveaux de capacités.

L'Internationale Socialiste reconnaît que la pauvreté et les inégalités sont complexes et multidimensionnelles, avec notamment les dimensions du genre. Ceci comprend une pauvreté complexe et multidimensionnelle dans le Sud mais aussi au sein de sociétés hautement développées. Nous reconnaissons que des changements structurels de l'économie politique sont nécessaires pour atteindre ces objectifs. Il ne s'agit pas d'instaurer des règles du jeu équitables dans les relations de pouvoir de la plupart des sociétés d'aujourd'hui. Dans le monde entier, des réformes réelles et un changement réel sont nécessaires.

L'Internationale Socialiste s'engage auprès des économies et à étendre la richesse au service des sociétés et du progrès humain. Nous nous y engageons au travers de processus pacifiques et démocratiques et une surveillance basée sur les droits de l'homme et les libertés. Et nous sommes convaincus que nos partis membres sont porteurs de cet espoir pour l'humanité.

Les éléments clés de notre approche sont fondés sur nos valeurs. Nous plaçons en faveur d'objectifs clairs de changement, de réforme et de transparence dans les affaires publiques et le secteur privé, la reddition de compte (lutte contre la corruption privée et publique), la redistribution du pouvoir au peuple et la répartition de la richesse grâce aux investissements dans les biens et services publics qui répondent aux besoins de l'Homme et des sociétés pacifiques prospères (notamment l'art, la créativité, l'autoréalisation, la fin de l'aliénation à l'ère du numérique, et des perspectives d'avenir pour les jeunes).

La réduction des inégalités exige un accès à une éducation libre et publique. À son tour, l'éducation doit assurer des perspectives d'emplois viables et enrichissants. Les droits des travailleurs, défendus et mis en avant par des syndicats libres, sont une condition avérée de travail viable et enrichissant et de réduction des inégalités.

Pour la plupart du monde, le développement est la clé de la réduction des inégalités, en particulier la réduction de la pauvreté. Pourtant, bien souvent, le développement accroît les inégalités en ne profitant qu'aux élites (des élites qui, parfois, ont pris les rennes de l'État), laissant la grande majorité à l'écart de tout développement. Ceci peut être rectifié par des changements politiques et interventions gouvernementales au nom des pauvres, en particulier pour aborder les dimensions complexes de la pauvreté en prenant en compte les questions de genre, de sécurité alimentaire et de nutrition, de santé, d'éducation, d'agriculture durable, d'adaptation aux changements climatiques, de droits des autochtones et autres.

Tout en accordant une vive attention à la pauvreté complexe, aux réformes politiques et à la répartition des ressources, l'Internationale Socialiste appelle également les gouvernements et autres acteurs à éliminer les paradis fiscaux, prendre des mesures supplémentaires pour mettre un terme aux flux illicites de capitaux du Sud vers le Nord, en Afrique plus particulièrement, accélérer les réformes agraires lorsque nécessaires, prendre des mesures plus fermes contre les sociétés multinationales et la corruption dans les secteurs privé et public, renforcer la budgétisation en intégrant la perspective de genre, augmenter le revenu minimum et mettre fin aux conflits qui érodent le développement et minent la réduction de la pauvreté.

Solidarité

La solidarité n'est pas un slogan. Elle implique que nous soyons unis, aujourd'hui plus que jamais, alors que les forces de la division prennent de l'ampleur et sont très puissantes. Être unis, cela veut dire l'humanité toute entière. Nous sommes tous les citoyens d'une réalité mondiale. Nous sommes tous les réfugiés de la condition humaine et de l'histoire de désirs, de violence et de peur. Nos partis et mouvements sont plus que jamais unis en cette période difficile.

Nous sommes unis avec le Nord et le Sud. Nous sommes unis avec tous les groupes confessionnels et toutes les mosaïques culturelles – rejetant les fausses allégations de choc des civilisations. Nous sommes unis avec toutes les générations, accueillant et encourageant la prochaine génération qui doit guider le monde à travers les périls et les progrès de demain. Nous sommes unis avec les deux sexes et l'ensemble des minorités sexuelles.

Nos partis sont unis en tant qu'Internationale Socialiste, dont les réalisations aujourd'hui sont, notamment, de soutenir le processus de paix en Colombie, d'appuyer la gauche démocratique en Grèce, de faciliter le dialogue entre Israéliens et Palestiniens, de soutenir le transfert pacifique du pouvoir en Gambie. Nous mettons à profit les fondations et les réussites des dernières décennies, gages de fierté, et annonçons davantage de militantisme politique et de résultats à l'avenir. Un militantisme qui profitera aux gens ordinaires, aux marginalisés et aux pauvres, aux sans-voix et aux dépossédés du monde entier. Nous sommes le changement, la réforme, dont le monde a besoin et aura besoin pendant les années à venir.

Nous accueillons et appelons les autres à nous rejoindre et à renouveler ces engagements ainsi que notre solidarité historique plus vitale pour le monde que jamais en 70 ans.

Nous sommes en solidarité dans la lutte et l'adaptation aux changements climatiques. En 2015, nous avons salué avec enthousiasme l'Accord de Paris, en particulier l'engagement de 2 degrés. Nous réitérons notre appel à tous les pays à inscrire les obligations en matière de changements climatiques dans leur législation nationale.

Nous sommes solidaires avec les migrants arrivant en Europe et perdus en mer. Au cours des derniers mois, nous avons constaté que les pays européens ont failli à leurs engagements, et n'ont pas honoré leurs obligations morales et juridiques internationales vis-à-vis des réfugiés. Nous appelons à nouveau l'Union européenne à revenir à ses valeurs fondatrices, notamment le concept de responsabilité partagée.

Nous sommes solidaires avec ceux qui s'opposent au populisme et aux partis d'extrême droite qui attisent les sociétés de haine et de xénophobie. Nous sommes solidaires avec ceux qui luttent, parfois au péril de leur vie, pour la démocratie, plus de liberté, plus de développement économique, de terre et de droits pour les autochtones, de liberté de la presse, d'égalité entre les hommes et les femmes et pour les minorités sexuelles.

Nous soutenons pleinement nos partis membres et les gouvernements du Mali, du Niger, du Burkina Faso, et du Nigeria dans leur lutte contre le terrorisme et la violence dans la région.

Nous sommes solidaires avec le peuple arménien cherchant à ouvrir le dialogue avec la Turquie et nous continuerons à apporter notre aide, comme convenu, à la table ronde « Comment la reconnaissance turque du génocide arménien permet une véritable réconciliation entre la Turquie et l'Arménie sur cette question? »

L'Internationale Socialiste partage la préoccupation de tous les Brésiliens progressistes face au retrait de la Présidente Rousseff en 2016 et aux réformes qui ont suivi, avec un gel des dépenses publiques en faveur des services sociaux pendant 20 ans, aux côtés de nouvelles réformes de la sécurité sociale et du travail.

Remerciements

Les délégués et la direction de l'Internationale Socialiste adressent tous leurs remerciements au Parti libéral colombien, à la ville et au peuple hôtes de Carthagène ainsi qu'à tous ceux qui ont contribué à faire de ce Congrès une réussite historique. Les enjeux et l'époque troublée nous appellent à redoubler d'efforts, en puisant dans nos valeurs inébranlables, notre engagement pour la paix, l'égalité et la solidarité, et guidés par une éternelle lueur d'espoir pour l'humanité.

XXV Congrès de l'Internationale Socialiste
Carthagène, Colombie, 2-4 mars 2017

**PARVENIR A UNE PLUS GRANDE EGALITE DANS L'ECONOMIE
NATIONAL ET MONDIALE**

Original : anglais

« Nous tenons pour évidentes pour elles-mêmes les vérités suivantes : tous les hommes sont créés égaux ; ils sont doués par le Créateur de certains droits inaliénables; parmi ces droits se trouvent la vie, la liberté et la recherche du bonheur. »

Cette phrase, issue de la Déclaration d'indépendance américaine de 1776, a été suivie 13 ans plus tard par ces mots contenus dans l'Article 1^{er} de la déclaration révolutionnaire française, la Déclaration des droits de l'homme :

« Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune. »

Ces deux phrases, rédigées sur deux continents différents, en deux langues différentes, par deux peuples différents il y a près de 250 ans, sont à l'origine de ce que nous considérons simplement aujourd'hui, sur tous les continents, comme des droits naturels que nous devons exercer.

Pourtant, ces droits ne sont pas des droits que nous exerçons effectivement tous – bien qu'ils soient ce pour quoi nous avons lutté à l'Internationale Socialiste, et tout au long de notre histoire politique partagée – en tant que citoyens de nos nations, et citoyens du monde.

Ici, à Carthagène, Colombie, représentant les 153 partis membres de l'Internationale Socialiste, nous réaffirmons notre foi profonde et inébranlable en l'égalité entre les êtres humains et son pouvoir en tant que socle, mesure et objectif de toute société juste, ainsi que dans le droit irréductible de tout homme et de toute femme à jouir de manière égale des fruits de sa vie, de ses libertés et de sa recherche du bonheur.

En cette période de néo-populisme insurgé de droite, loin de nous l'intention d'en finir avec cette affirmation. Bien au contraire, nous sommes rassemblés ici avant tout pour nous élever contre ces forces et idéologies réactionnaires qui empêcheront des milliards d'êtres humains de vivre une vie de véritable égalité et liberté. Nous allons par la suite établir des stratégies et des politiques qui nous mèneront vers un avenir plus égalitaire et plus radieux. Enfin, nous exprimerons notre ferme détermination à lutter contre ces forces réactionnaires, encore et encore, jusqu'à ce qu'elles soient anéanties, et que les droits universels soient également respectés aux quatre coins de cette petite planète.

Nous le disons en sachant que les néo-populistes de droite ont commencé, à une fréquence alarmante, à attaquer les démocraties sur leur ouverture et leur tolérance --- au nom d'un nationalisme apeuré et replié sur lui-même qui nous monte les uns contre les autres, le rural contre l'urbain, le nouveau-riche contre le « nouveau-pauvre », le diplômé universitaire contre le lycéen décrocheur, les « vrais » citoyens contre nos nouveaux – et dangereusement « différents » - réfugiés et concitoyens. Dans

l'imaginaire néo-populiste, une élite obscure et conspiratrice, au nom d'une mondialisation séculière et satanique, menace nos valeurs, nos communautés et nos modes de vie traditionnels.

Une histoire plus longue, des défis plus redoutables

Néanmoins, ces néo-populistes, et les véritables forces obscures qui les soutiennent, ne datent pas d'hier – en effet, ils ont été actifs, sous différentes formes et à une puissance variable, pendant plus 150 ans. C'est pour cette raison que nous savons qu'ils n'apporteront ni la prospérité, ni la sécurité promises – puisque ce sont des pourvoyeurs congénitaux de faux espoirs, proposant des solutions faciles qui, en fait, ne fonctionneront pas. Si l'on en croit les leçons de l'histoire, leurs politiques actuelles ne sont qu'une garantie que les réels progrès économiques, politiques et sociaux acquis au cours du siècle précédent par les pauvres, les classes ouvrières et les classes moyennes du monde entier, seront érodés – et potentiellement perdus pour une génération, voire plus.

Le néo-populisme, toutefois, n'est qu'une facette des puissantes forces en action dans la droite mondiale d'aujourd'hui.

Derrière ces partis et leurs leaders, se trouvent des formes profondément ancrées de privilèges et d'exploitations qui ont favorisé, pendant bien trop longtemps, les hommes au détriment des femmes, les forts au détriment des faibles, les violents au détriment des pacifistes, les riches au détriment des pauvres, le Nord au détriment du Sud, l'Ouest au détriment du Reste.

Ces hiérarchies ont survécu en faisant fond, et de manière cyclique, sur diverses formes de préjugés profonds qui condamnent des milliards de nos semblables à vivre très éloignés de la pleine égalité et liberté, non pas du fait de leur caractère ou de leurs actions, mais bien du fait de leur race, de leur religion, de leur appartenance ethnique ou de leur nationalité, de la religion ou de la classe dans laquelle ils sont nés.

Ces formes de préjugés ont tissés, de siècle en siècle, de puissants liens sociaux, économiques et politiques et créé de puissantes institutions –s'exprimant soit au niveau des lois et coutumes répressives, soit au niveau des attitudes critiques au quotidien envers ceux qui ne sont pas comme « nous ».

De génération en génération, les enfants sont nés (et c'est encore le cas) dans des mondes façonnés sur de tels préjugés, forcés de vivre des vies biaisées, inlassablement présentées par les puissants comme la seule vie à laquelle ils peuvent prétendre --- alors même que ces formes de sociétés, construites pour le bienfait d'une minorité au nom de la majorité, violent les principes les plus fondamentaux d'égalité et de liberté des êtres humains.

Le caractère central des inégalités économiques – et le pouvoir d'une plus grande égalité

Nous aborderons également un troisième problème général – la question des inégalités de revenus et de richesse, tant entre les citoyens de nations individuelles qu'entre tous les citoyens, répartis dans toutes les nations du monde. Nous en savons plus aujourd'hui qu'auparavant sur la forme et la portée de ces inégalités– et nous en savons plus sur leurs conséquences, à la fois dans le renforcement des préjugés qui alimentent les hiérarchies d'exploitation, que dans la promotion des néo-populismes qui menacent tant de nos avancées durement acquises.

Ces dernières années, des économistes tels que Thomas Piketty et Anthony Atkinson, ont rappelé aux progressistes du monde entier, le rôle central de nos politiques en faveur d'une égalité de revenus et de richesse pour la construction d'un avenir prospère. De fait, nous croyons que l'acuité de leur approche sur les effets néfastes des inégalités, et leurs preuves minutieusement recueillies, prouvent que le fossé des inégalités se creuse. Ces économistes seront pour les prochaines années ce que Lord Keynes et ses travaux sur la demande globale furent au 20^{ème} siècle, en définissant la responsabilité des gouvernements dans la macro-demande.

Ce nouveau paradigme de distribution est si fondamental que nous ne pouvons plus accepter des objectifs de croissance du PIB de, disons, 4% ou 5% ou 6% -- alors que 90 ou 80 ou 70 ou 60% de cette croissance du PIB ne profite qu'aux premiers 1, 2, ou 3%. Quand moins d'une dizaine de multimilliardaires sont, ensemble, plus riches que la moitié inférieure de la planète -- soit trois milliards d'individus -- cela revêt une importance capitale d'ordre politique et morale, et non pas uniquement économique, pour nous tous.

Comment avons-nous perdu de vue l'importance de l'égalité économique ?

Pendant plusieurs décennies, après la Seconde Guerre mondiale, la question des inégalités économiques a été reléguée au second plan de la croissance globale en Occident, alors que des variantes du Keynésianisme ont supplanté les postulats de l'économie néo-classique du 19^{ème} siècle, plus conservateurs et orientés vers le marché (et bien souvent anti-État et anti-ouvriers). Dans l'ensemble du monde développé, l'économie de marchés régulés et aux États forts ont porté leurs fruits : le taux de croissance mondiale était élevé et bien plus stable, enregistrant des récessions de moindre portée et moins longues que le « marché libre » des années avant la Seconde Guerre mondiale.

Par ailleurs, alors que l'on prônait des impôts sur le revenu et sur la fortune très progressistes, des dépenses de plus en plus importantes dans les biens publics, accélérant la mobilité ascendante, ainsi que des actions juridiques contre les inégalités raciales et entre les sexes, on a vu une égalité de revenus accrue accompagner presque « naturellement » cette croissance du PIB -- du moins le pensait-on à l'époque. Pour faire simple, il y avait plus de tout pour plus d'individus, plus équitablement réparti qu'à toute autre époque de l'histoire moderne de l'humanité.

La forte augmentation des dépenses publiques (principalement pour le bien-être social, de l'éducation aux pensions, en passant par la santé) a fini par multiplier par deux la part des gouvernements démocratiques dans le PIB, passant à près de 40%, et a provoqué l'ire des conservateurs hurlant au « socialisme ».

Pour les ultra-conservateurs tels que Friedrich Hayek et Milton Friedman, toutes ces dépenses publiques étaient doublement maléfiques puisqu'elles impliquaient une inflation rampante, une dette gouvernementale galopante, une fuite des investissements privés pour finalement aboutir à la perte des libertés individuelles. (Tout ceci est repris dans la célèbre phrase de M. Hayek : « La Route de la servitude ».)

Pourtant, pour la plupart des ressortissants des pays de l'OCDE, la réalité n'a cessé de déjouer les prévisions de Hayek et Friedman. Il y avait, de fait, de bonnes raisons d'appeler les trois décennies après la Première Guerre mondiale « les trente glorieuses », comme nous l'a rappelé M. Piketty --- une route qui ne nous mène clairement pas à la servitude.

Pour les socialistes démocratiques et les partis sociaux-démocrates en Occident, ces décennies étaient également des « années glorieuses » d'un point de vue politique. Dans de nombreux pays avancés, des partis progressistes ont été élus au gouvernement alors que les partis de droite de l'avant-guerre dépérissaient (voire s'effondraient). Les partis de centre-droit plus récents ont, quant à eux, soit prêté main-forte à la passation progressiste, soit essayé de ne pas entraver les législations historiques de régulation économique et de bien-être social que la gauche a longtemps considéré comme les piliers d'une société plus juste et plus égalitaire.

Les profondes divisions de la Guerre froide, du fait du communisme soviétique et chinois, se sont heurtées à une forte opposition de la part des socialistes et sociaux-démocrates occidentaux, laissant davantage de place à la gauche non-communiste. Entre temps, alors que décolonisation rapide du Sud battait son plein, la Guerre froide y a également créé un espace politique, permettant aux partis progressistes de s'ériger contre la droite traditionnelle et les concurrents du centre-droit – bien que le processus de construction de gouvernements progressistes aie souvent été bloqué ou inversé par la répression, au nom de l'anticommunisme.

Néanmoins, dans les années 1970, en Amérique latine, en Asie, et même en Afrique sub-saharienne, il y avait de bonnes raisons de croire que le « Tiers Monde » était prêt pour la démocratisation et un développement économique rapide – puis, soudainement, les années 1980 ont vu la fin des « années glorieuses » - du moins pour ce progrès et pour la gauche. Ce n'était, par contre, que le début d'une belle époque pour la droite ravivée.

Aux USA et en Europe Occidentale, le Keynésianisme et l'État progressiste et militant ont été implacablement pris pour cible. Alors que des gouvernements dits « de gauche » ont survécu, ils se sont retrouvés contraints par les forces du néolibéralisme. Les syndicats de classes ouvrières – longtemps piliers des politiques progressistes – ont commencé à voir leurs rangs se réduire, alors que les corporations et la finance ont acquis une nouvelle et puissante influence, ainsi que le prestige et la richesse. Les politiciens de tous bords politiques ont opté pour une réduction des impôts, un allègement de la réglementation, un commerce et une production plus mondialisés ainsi qu'une plus grande autorité et influence pour les entreprises. « Le gouvernement, » disait Reagan dans sa célèbre déclaration, « n'est pas la solution ; le gouvernement est le problème. » L'ère de la mondialisation néolibérale était en chemin.

En Occident, les partis de gauche ont lentement commencé à s'éclipser --- soit en tant que partis au gouvernement soit idéologiquement, en tant que gauche plutôt que partis néolibéraux. En Orient communiste, l'Union soviétique et la Chine commenceront à s'éloigner d'un pas chancelant de la planification étatique détaillée et descendante de l'économie vers un amalgame plus éclectique, souvent chaotique, de courants socialiste et capitaliste, appelé perestroïka à Moscou et « socialisme avec des caractéristiques capitalistes » à Pékin. D'ici les années 1990, l'URSS aura disparu, et la Chine aura changé de manière inimaginable.

Au Sud, la croissance a chuté et les inégalités se sont creusées alors que le FMI et la Banque mondiale imposent à la lettre les modèles néoclassiques des manuels à des économies semi-développées, semi-modernes et fragiles. Les budgets ont été équilibrés de force (bien souvent en coupant dans les dépenses de santé, d'éducation et de bien-être public). Les barrières commerciales ont été retirées pour permettre l'arrivée de biens étrangers bons marchés sur les marchés locaux sans prendre en compte les incidences sur les agriculteurs, les petits fabricants et les détaillants traditionnels locaux, et (il va sans dire) sur les travailleurs et leur famille.

Alors que les preuves d'une « décennie de développement perdue » dans le Sud du monde entier sont désormais et simplement accablantes, la Banque mondiale et le FMI ont « présenté leurs excuses » et ont limité leur néolibéralisme autoritaire. Ils ont désormais pour mantra : « de la croissance avec réduction de la pauvreté », une version hybride délicate qui n'a montré jusqu'à présent que des résultats mitigés.

Pourquoi devons-nous faire de l'égalité économique à nouveau notre objectif – et comment y parvenir

Avance rapide jusqu'en 2017. La recrudescence dans les années 1980 du conservatisme pro-corporatiste a essuyé de multiples revers, aucun ne rivalisant avec la Grande récession qui a éclaté en 2008, après près d'une décennie de ralentissement de la croissance mondiale. Au cœur de l'essor du néo-populisme et d'un mécontentement qui va crescendo, – sur l'ensemble de l'échiquier politique – se cristallise une désillusion de plus en plus forte à propos de « la croissance économique », mesurée grâce au PIB et érigée par les législateurs et les universitaires comme l'apogée de la vie moderne, du fait du grand nombre d'exclus de cette croissance. Or, l'essence du conservatisme réactionnaire du populisme est à chercher du côté des travailleurs étrangers et des élites culturelles progressistes qu'il désigne comme responsables de cette situation – en lieu et place de comprendre à quel point les forces du marché mondial ont autrement plus contribué à cette réalité intolérable. La mondialisation a eu, sans l'ombre d'un doute, une incidence sur la répartition mondiale des revenus – dont nous connaissons désormais bien les mécanismes. Ce n'est pas un diagnostic qui nous manque, mais bien des solutions – des solutions que l'Internationale Socialiste peut apporter.

Que faut-il ?

La première chose, essentielle, est de reconnaître que les nations ne génèrent pas uniquement de la croissance à l'échelle nationale mais également à l'échelle internationale grâce aux échanges commerciaux et aux investissements à l'étranger, grâce aux importations et exportations de biens et services, et grâce à leurs citoyens et leurs entreprises qui travaillent au-delà de leurs frontières.

L'enjeu, désormais, est de promouvoir une croissance qui soit à la fois approfondie et élargie – en d'autres termes, une croissance qui engendre une production stable et à long terme, des emplois également stables, bien rémunérés et à long terme, ainsi que des bénéfices qui récompensent les propriétaires et les investisseurs tout en amenant une circulation de fonds qui permettent aux gouvernements de mener à bien leurs actions vitales en matière de bien-être public.

Dans le monde mondialisé du 21^{ème} siècle, cette croissance approfondie et élargie requiert également une coordination et une coopération transfrontalières autour d'un ensemble de principes fondamentaux qui, à leur tour, aideront à soutenir et inscrire la croissance mondiale dans un « cercle vertueux ».

Quelles sortes de principes ?

Premièrement, notre engagement à réduire systématiquement et de manière radicale les préjugés raciaux, ethniques et sexistes. Tout en étant un important objectif moral et politique, la réduction de ces formes de discriminations permettra simultanément de promouvoir l'égalité économique et la croissance économique.

Deuxièmement, notre détermination à démocratiser et diffuser les mesures, preuves à l'appui, de la performance institutionnelle et des résultats au niveau national, régional et local. Alors qu'Internet se diffuse dans le monde entier, les gouvernements démocratiques devraient encourager les ONG et les citoyens à utiliser les données publiques afin d'évaluer en permanence la performance des institutions publiques et privées grâce à toute une gamme d'indicateurs.ⁱ

Troisièmement, et pour le reste du 21^{ème} siècle, l'accent que nous mettons sur la garantie d'une déclaration de revenus et de richesse précise et opportune, agissant comme jauge élémentaire et essentielle de la performance économique nationale.

Aujourd'hui, pratiquement l'ensemble des 200 nations publient des déclarations régulières de leur PIB – mais moins de la moitié d'entre elles recueillent et publient systématiquement les données relatives à la répartition de ce PIB tels que la richesse et les revenus de leurs citoyens (et moins d'un quart préparent des déclarations généralement véridiques). Nous exhortons toutes les nations à recueillir et publier régulièrement, en sus des données relatives au PIB, les indicateurs de Gini et d'Atkinson, mesurant les inégalités.ⁱⁱ

Il existe un **quatrième** ensemble de principes : notre claire compréhension que les inégalités économiques ne sont pas uniquement une « problématique économique ».

Les inégalités de revenus et de richesse minent les chances d'une société juste, en réduisant systématiquement les performances des étudiants, en augmentant les taux de criminalité, en alimentant la méfiance entre gouvernements et concitoyens, en permettant la pollution, en ignorant les maladies, en favorisant l'obésité, en amplifiant la violence contre les femmes et les enfants, et en bloquant la mobilité ascendante. Des études telles que « The Spirit Level » proposent une série d'exemples qui devraient être rebaptisés ISD --- Indicateurs Sociaux Domestiques --- qui, à l'instar du PIB pour l'économie, deviennent des indices annuels de performance du bien-être pour les nations.ⁱⁱⁱ

Cinquièmement, nous nous engageons nous-même, ainsi que nos gouvernements, à améliorer à la fois l'information et la réglementation des flux de revenus et de richesse transfrontaliers. Alors que la financiarisation mondiale s'est accélérée, elle a créé des défis systémiques pour les démocraties modernes, ne serait-ce que la vaste délocalisation (« offshoring ») de la richesse et des revenus des individus et des sociétés hors de portée des gouvernements. Certains experts estiment aujourd'hui que la richesse délocalisée dépasse à elle seule les 25 mille milliards de dollars – plus que le PIB combiné du trois quart des nations du monde. Les chiffres des revenus délocalisés n'en sont pas moins effarants.

Ici, les solutions sont multidimensionnelles et appellent à :

- 1) la normalisation des études de revenus et de richesse à l'échelle nationale, en apportant une attention particulière à une bonne estimation des groupes en haut de l'échelle (« les 1% » qui contrôlent près de la moitié de la richesse privée financière du monde) ;
- 2) des exigences de transparence à appliquer strictement à toutes les sociétés et *trusts* « écrans », ainsi qu'une politique d'interdiction des « paradis fiscaux » ;
- 3) un suivi et des contrôles fermes des transactions financières transnationales, y compris un audit plus strict des transferts de prix opérés par les sociétés multinationales ;

- 4) des exigences fermes en matière de publication des rapports bancaires pour toutes les transactions financières internationales d'envergure ;
- 5) un échange intergouvernemental régulier de ces données cruciales ;
- 6) une réglementation plus ferme et son application contre les transactions financières transnationales illégales ;

Il y a des recommandations, en plus grand nombre et plus détaillées, que nous souhaitons développer à l'avenir à l'Internationale Socialiste --- mais voici les points essentiels préliminaires, tant en terme de principes qu'en terme de politiques et mécanismes visant à concrétiser ces principes.

Le monde évolue rapidement vers une mondialisation authentique, qui permettra aux citoyens des nations du monde entier de connaître les vies et les valeurs des autres. Un avantage évident de ce processus, c'est la mondialisation soutenue des droits, notamment l'égalité comme droit fondamental essentiel, alors que le nombre de démocraties continue d'augmenter.

Or, le danger tout aussi évident de la mondialisation, c'est de voir se creuser les inégalités de tout acabit, et non pas de les réduire --- tout en donnant du grain à moudre aux politiques fondamentalement autoritaires que nous voyons émerger dans les partis et gouvernements néo- populistes aux quatre coins de la planète.

Dès lors, pour nous, l'égalité n'est pas qu'une noble valeur ou un droit abstrait – mais bien un principe impérieux d'organisation de notre travail politique pour les prochaines décennies. Recentrons nos politiques autour de ce principe, en reconnaissant qu'en tant que partis socialistes, nous ne pouvons plus simplement promouvoir la croissance économique et croire que cette croissance « résoudra » le problème des inégalités.

Nous vivons une époque anormale, où les taux de croissance économique les plus fulgurants sont observés dans les pays parmi les plus autoritaires – et kleptomane – au monde. Notre devoir – notre chance – est de répandre ce que nous avons effectivement construit, au travers de nos partis et valeurs socialistes démocratiques : les fondations modernes d'un monde démocratique et égalitaire.

Nous avons l'intention de continuer à construire ce monde.

ⁱ Se référer à l'évaluation des États américains de l'US News/McKinsey intitulée “*Best States*” (« Meilleurs États »), à titre d'exemple : https://www.usnews.com/news/best-states?utm_source=All%20Poynter%20Subscribers&utm_campaign=222b0f6b27-EMAIL_CAMPAIGN_2017_02_28&utm_medium=email&utm_term=0_5372046825-222b0f6b27-257888257

ⁱⁱ Publié par le FMI, le document “*Causes and Consequences of Income Inequality: A Global Perspective*” (« Causes et conséquences des inégalités de revenus : une perspective mondiale ») propose une précieuse introduction technique à ces questions.

ⁱⁱⁱ Pour une critique détaillée de *The Spirit Level* et des modèles systémiques de mise en œuvre de ses recommandations, se référer à *The Equality Trust*, <https://www.equalitytrust.org.uk/resources/the-spirit-level>

DÉCLARATION EN SOUTIEN AU MEXIQUE

Original : espagnol

Le 25 janvier 2017, cinq jours seulement après sa prise de fonction en tant que Président des États-Unis d'Amérique, Donald Trump a signé un décret présidentiel concernant la construction d'un mur à la frontière avec les États-Unis mexicains, dont l'objectif est d'éviter toute entrée irrégulière de citoyens mexicains et d'autres pays ibéro-américains sur le sol américain.

Suite à la signature dudit décret présidentiel, M.Trump a réaffirmé à de nombreuses reprises son intention d'imputer le coût de la construction dudit mur (estimé entre 10 et 25 milliards de dollars américains) au Mexique « directement ou indirectement », et a notamment envisagé d'imposer un droit de douane de 20% sur les importations issues du Mexique, affirmant qu'ainsi, le coût du mur serait compensé en peu de temps.

Ces actions et déclarations de M. Trump, alors déjà Président des Etats-Unis, sont des manifestations de son mépris envers les populations d'origine hispanique et ibéro-américaine exprimé tout au long du processus électoral. Dès lors, il ne s'agit pas là d'une attaque proférée uniquement à l'encontre du Mexique et des Mexicains, mais bien de toute la communauté ibéro-américaine, et par-là même, de toute la communauté internationale.

Il s'agit d'actes aux conséquences graves et face auxquels le Congrès de l'Internationale Socialiste ne peut rester les bras croisés. En tant que socialistes, nous ne pouvons consentir à un acte de mépris envers un quelconque pays, plus particulièrement envers le Mexique aujourd'hui, un pays souverain qui ne peut être humilié dans sa dignité.

Nous devons rappeler que les Etats-Unis n'ont jamais cessé de gérer leurs frontières et d'imposer un haut niveau d'exigence à leurs relations commerciales, quelles qu'elles soient. Les autres acteurs internationaux ont toujours respecté leurs intérêts. Il ne peut y avoir de place pour un traitement et une relation qui ne soit pas respectueuse et d'égal à égal. Donald Trump doit comprendre que l'entente et le dialogue – en lieu et place du mépris et des menaces – avec ses voisins du Sud, et alliés, sont dans l'intérêt de son propre pays, et toute la communauté internationale.

Pour toutes ces raisons, le XXVe Congrès de l'Internationale Socialiste :

1. Fait montre, avec fermeté, de sa solidarité envers les États-Unis mexicains face au mépris que sous- tendent les graves agissements et déclarations du Président des États-Unis, M. Trump.
2. Condamne la décision de M. Trump de construire un mur à la frontière entre le Mexique et les États- Unis, ainsi que toute action visant à pénaliser économiquement les Mexicains, avec pour objectif de financer le coût de la construction dudit mur.
3. Appelle à la convocation immédiate d'une réunion des ministres des Affaires étrangères de la Communauté des nations ibéro-américaines, au Mexique, pour aborder la question de manière conjointe et promouvoir une position de soutien à ce pays.

DECLARATION SUR PUERTO RICO

Original : espagnol

Depuis que le Parti indépendantiste portoricain (PIP) a rejoint l'Internationale Socialiste (IS) au Congrès d'Albufeira en 1983, l'IS s'est exprimée catégoriquement en faveur de l'indépendance de Puerto Rico. En agissant de la sorte, en dépit des fortes pressions exercées à son encontre dans un contexte où la Guerre froide était encore à son apogée, l'IS a honoré son engagement d'origine dans la cause de la décolonisation et du droit à l'autodétermination et à l'indépendance des peuples.

Depuis lors, l'IS a réitéré à maintes occasions son soutien à l'indépendance et s'est exprimée sur les évolutions qui ont marqué le cours des événements à Puerto Rico. C'est avec une certaine satisfaction que nous saluons aujourd'hui le Président d'alors, M. Obama, qui a entendu la clameur mondiale, notamment l'appel de l'IS, et a enfin décidé, il y a quelques semaines à peine, de libérer l'indépendantiste portoricain Oscar López Rivera, incarcéré pendant plus de trente-cinq ans pour association subversive.

Au cours des années écoulées depuis le Congrès d'Albufeira, la solidarité de l'IS envers le Parti indépendantiste et la cause de l'indépendance de Puerto Rico a pris diverses formes, notamment au travers des témoignages de l'actuel président de l'IS et des différents présidents du Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes (SICLAC) au Comité spécial de la décolonisation des Nations Unies, et de l'élection continue depuis l'années 2000 au Congrès de Paris de Rubén Berríos Martínez, président du PIP, en tant que président honoraire de l'IS.

En 2016, après dix ans de dépression économique dévastatrice provoquée par l'incapacité du modèle colonial à favoriser la croissance économique, de perte de près de 10% de la population au profit d'une émigration effrénée, et d'une insolvabilité déclarée du trésors public, le Congrès des États-Unis a décidé, unilatéralement, de reprendre le contrôle direct sur le gouvernement de Puerto Rico, réduisant encore davantage le maigre espace du gouvernement propre du territoire colonial.

Au lieu de répondre à la réclamation exprimée lors d'un référendum en 2012, qui a vu une majorité écrasante d'électeurs se déclarer contre la poursuite du régime colonial, le Congrès a préféré répondre en créant une prétendue Junta de supervision fiscale, nommée par le Président des États-Unis, pour exercer un pouvoir omniprésent sur toute décision législative ou exécutive à caractère économique ou fiscal du gouvernement de Puerto Rico, et pouvant imposer ses critères au détriment de ceux des fonctionnaires élus du gouvernement de Puerto Rico.

Dans le cas où un quelconque doute subsisterait sur le pouvoir du Congrès d'approuver un tel mécanisme de contrôle, la Cour suprême des États-Unis a émis une décision historique, – sur demande et tel que sollicité par le Président des États-Unis – le même jour (le 9 juin 2016) que l'adoption par le Congrès de la loi créant la Junta de supervision, qui affirme la validité des pleins pouvoirs du Congrès des États-Unis pour gouverner Puerto Rico, et qui réaffirme que Puerto Rico est ni plus ni moins une possession des Etats-Unis, au sein de laquelle toute concession partielle

du gouvernement propre peut être révoquée unilatéralement par le Congrès, et à sa seule discrétion.

Face à ces événements atterrants et préoccupants, le Congrès de l'IS, réuni à Carthagène, Colombie, convient de ce qui suit :

1. Réitérer notre soutien au droit inaliénable du peuple de Puerto Rico à l'autodétermination et à l'indépendance conformément à la Résolution 1514 (XV) des Nations Unies.
2. Exhorter le gouvernement et le Congrès des États-Unis à honorer pleinement ses obligations de décolonisation envers Puerto Rico, et à ne pas opposer un quelconque obstacle à la convocation d'une consultation plébiscitaire par l'Assemblée législative de Puerto Rico entre autres alternatives prévues par la Résolution 1541(XV) des Nations Unies.
3. Appuyer l'appel répété du Comité de la décolonisation des Nations Unies pour un examen complet du cas de Puerto Rico à l'Assemblée générale, et pour qu'elle se prononce sur ce sujet.
4. Féliciter le Parti indépendantiste portoricain pour sa constance dans la défense de la cause de l'indépendance et des valeurs politiques et éthiques de la démocratie sociale, et exprimer toute sa confiance dans la réussite des initiatives politiques mises en avant par le PIP pour mettre en marche un processus qui mette enfin Puerto Rico sur la voie de la décolonisation et de l'indépendance.

DÉCLARATION SUR LA QUESTION PALESTINIENNE

Original : anglais

Le Congrès de l'Internationale Socialiste, réuni à Carthagène, Colombie, du 2 au 4 mars 2017, a tenu des discussions sur le thème « pour un monde en paix, d'égalité et de solidarité ». La question palestinienne en a fait partie, puisque cette année marque plusieurs anniversaires, dont les 100 ans de la Déclaration Balfour et les 50 ans de l'occupation de 1967, qui réaffirme le besoin urgent d'instaurer une paix juste et durable au Moyen-Orient.

Rappelant les précédentes déclarations de l'IS, en particulier les Conseils de l'IS à New York en juin 2010, à Istanbul en novembre 2013, en décembre 2014, en juillet 2015 et à Genève en juillet 2016.

L'IS réaffirme son soutien à la solution des deux États, mettant fin à l'occupation israélienne et instaurant une paix juste et durable sur la base du droit international

1. Réaffirme le droit des Palestiniens à l'autodétermination, notamment le droit à leur État indépendant de Palestine, sur la base des frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capital, et réaffirme son engagement, conformément au droit international, à mettre définitivement un terme à l'occupation israélienne de l'État de Palestine, débutée en 1967, afin d'atteindre la solution des deux États, celle de deux États souverains et démocratiques pour l'ensemble de leurs citoyens, et d'apporter une solution à toutes les questions de statut final, telles que la question des réfugiés, sur la base du droit international et des résolutions des Nations Unies.
2. Salue les efforts de la France en faveur d'un cadre multilatéral pour le processus de paix au Moyen-Orient, sur la base du droit international et des résolutions des Nations Unies. De tels efforts doivent prévoir un calendrier clair, des termes de référence basés sur le droit international, et un mécanisme de mise en œuvre, où figure la comptabilité.
3. Reconnaît que l'Initiative de paix arabe est le seul cadre régional possible pour la normalisation des relations entre Israël et le reste de la région, dès la conclusion d'un accord sur le statut final entre Israël et la Palestine, respectant les droits internationalement reconnus des Palestiniens, conformément au droit international.
4. Enjoint l'administration américaine à exprimer son soutien sans équivoque à la solution des deux États sur la base des frontières de 1967, réaffirmant le caractère illégal des colonies israéliennes et le droit des Israéliens et Palestiniens à vivre en paix, en liberté, en sécurité, dans la justice et l'égalité. Exhorte également l'administration américaine à ne prendre aucune mesure qui aille à l'encontre des résolutions des Nations Unies et qui récompense le programme anti-paix du gouvernement israélien, dont le déplacement de son ambassade de Tel Aviv à Jérusalem.

L'IS appelle à la pleine application du droit humanitaire

5. Demande à Israël, la puissance occupante, d'honorer pleinement ses obligations conformément au droit international, dont la Convention (IV) de Genève. Nous lançons également un appel à la communauté internationale à prendre des mesures concrètes de protection des civils affectés par de graves violations du droit international humanitaire.

6. Condamne toute mesure visant à altérer la composition démographique, le caractère et le statut de tous les territoires occupés par Israël depuis 1967, dont *inter alia*, la construction et l'expansion des colonies israéliennes qui constituent une violation du droit international, le mur d'annexion illégal, la politique israélienne de démolition des habitations des Palestiniens, et les politiques de déplacement forcé de civils. Nous exigeons un arrêt total de telles activités.

7. Appelle à la mise en œuvre de la résolution 2334 du Conseil de sécurité des Nations Unies, du 23 décembre 2016, réaffirmant le caractère illégal des colonies israéliennes, en prenant des mesures concrètes contre le projet de colonies de peuplement d'Israël en Palestine occupée, notamment l'interdiction de produits issus des colonies, y compris les services, le soutien des communautés palestiniennes menacées et le soutien aux efforts déployés pour publier une liste publique des entreprises qui tirent profit des projets des colonies de peuplement israéliennes sur le territoire palestinien occupé.

L'IS appelle à la fin du blocus de Gaza et à la libération des prisonniers politiques

8. Demande la levée du blocus illégal contre les 2 millions de Palestiniens à Gaza. Lance également un appel à la libération des prisonniers politiques palestiniens, dont les membres élus du Parlement palestinien, tels que le membre du Comité central du Fatah, Marwan Barghouti, ainsi que de tous les détenus administratifs et les enfants.

L'IS soutien le rôle des organisations de défense des droits de l'homme israéliennes, palestiniennes et internationales

9. Salue les efforts de secteurs progressistes en Israël, dont les groupes de société civile tels que Btselem ou Breaking the Silence, qui ont été pris pour cible par de cruelles attaques et persécutions du gouvernement israélien actuel.

10. Dénonce les menaces proférées contre les groupes de société civile palestiniens, en particulier Al Haq, pour leur implication auprès de la Cour pénale internationale. Nous condamnons également les obstacles érigés par Israël à la bonne conduite des travaux des organisations internationales de défense des droits de l'homme, telles que Human Rights Watch.

11. Enjoint l'ensemble des membres de l'IS à soutenir les travaux des groupes de société civile palestiniens et israéliens œuvrant pour une paix juste et durable, y compris l'application du droit international humanitaire et le respect des droits de l'homme.

L'IS appelle le gouvernement israélien à mettre fin aux discriminations contre ses populations non-juives.

12. Appelle le Parlement israélien à révoquer dans leur intégralité la dizaine de lois discriminatoires contre ses citoyens arabo-palestiniens qui représentent 20% de la population d'Israël, plus particulièrement la Loi sur la citoyenneté qui a divisé des milliers de familles du simple fait de leur d'origine arabe, chrétienne ou musulmane. Nous exprimons notre inquiétude quant à la situation des citoyens non-juifs d'Israël, notamment face à la menace de démolition de leurs habitations et de leurs villages, telle que de la démolition du village d'Um-Al-Hiran dans la région du Naqab/Néguev.

L'IS exhorte ses membres à prendre des mesures : mettre un terme à l'occupation israélienne et reconnaître l'État de Palestine.

13. Lance un appel à tous les gouvernements qui n'ont pas reconnu l'État de Palestine sur ses frontières de 1967, en particulier ceux dirigés par des membres de l'IS, à le faire au nom de l'engagement en faveur la paix entre Israéliens et Palestiniens, sauvegardant la solution des deux États et le droit des Palestiniens à l'autodétermination.

14. L'IS enjoint ses membres à présenter, soutenir et adopter au sein de leurs parlements nationaux, les résolutions appelant à la fin de l'occupation israélienne de la Palestine qui a débuté en juin 1967.

RÉSOLUTION SUR LE VENEZUELA

Original : espagnol

Le Congrès mondial de l'Internationale Socialiste, réuni à Carthagène des Indes les 2, 3 et 4 mars de cette année, réitère une nouvelle fois sa profonde préoccupation face à la grave crise politique, économique et sociale que traverse le Venezuela, en conséquence de politiques économiques et sociales erronées, et d'attitudes autoritaires qui violent non seulement les principes démocratiques que nous soutenons, à l'Internationale Socialiste, mais qui représentent également une violation systématique des droits de l'homme, configurée alors en politique d'État, ce que nous condamnons vivement.

L'Internationale Socialiste appelle une nouvelle fois le Président Nicolás Maduro à libérer les prisonniers politiques, à respecter l'Assemblée nationale et l'immunité de ses parlementaires. En démocratie, l'autonomie des pouvoirs est un principe fondamental, et l'utilisation des uns contre les autres ébranle et compromet leurs valeurs et principes fondés sur le respect, l'équilibre et l'autonomie des pouvoirs.

L'Internationale Socialiste exhorte, avec une vive inquiétude, le gouvernement de Nicolás Maduro à respecter les accords conclus à la Table de dialogue et facilités par l'UNASUR, le Vatican et les anciens Présidents José Luis Rodríguez Zapatero, Martín Torrijos et Leonel Fernández, au sujet de l'ouverture du couloir humanitaire, de la libération des prisonniers politiques, de la reconnaissance de l'autonomie des pouvoirs et, surtout, du respect des normes constitutionnelles telles que la conduite de processus électoraux précisément définis dans la Magna Carta, à laquelle ont contribué la communauté internationale et l'Internationale Socialiste pour dégager une solution politique et pacifique à la grave crise que traverse le Venezuela.

DÉCLARATION

Soutien au Rassemblement des Forces Démocratiques (RFD) dans son combat contre le changement de la Constitution en Mauritanie en dehors du consensus national

Nous, partis membres de l'Internationale Socialiste (IS), réunis en congrès à Carthagène, Colombie, les 2, 3 et 4 mars 2017, suivons avec un grand intérêt les développements récents qui caractérisent la scène politique en Mauritanie de plus en plus tendue, du fait de l'intention du pouvoir non démocratique qui dirige le pays depuis le coup d'Etat de 2008 à procéder, à dessein, au changement de la constitution en dehors de tout consensus national.

Après avoir échoué dans l'organisation d'un référendum pour faire passer ce changement, face au rejet d'un tel projet par les forces politiques de l'opposition mauritanienne, notamment le RFD, parti membre de l'IS à la pointe du combat pour la démocratie en Mauritanie, à son rejet par la société civile, les leaders d'opinion et les citoyens mauritaniens, le pouvoir en Mauritanie est en train d'essayer, à nouveau, de tripatouiller la constitution pour la tailler à sa mesure, en réunissant en congrès les deux illégitimes chambres du parlement, à savoir un Sénat dont le mandat est largement arrivé à terme et une Assemblée Nationale élue dans des conditions non transparentes et boycottées par la majeure partie de l'opposition.

Les modifications constitutionnelles en cours de mise en place compromettent encore plus ce qui reste de fragile unité nationale et retardent encore davantage la mise en place de l'Etat de droit dont le pays a tant besoin. Il n'est d'autre explication à ce forcing que la volonté des dirigeants du pays à se maintenir, d'une façon ou d'une autre, au pouvoir et à s'absoudre de toute éventualité de poursuite à l'avenir pour les méfaits de la gouvernance politique, économique et sociale catastrophique qu'ils font subir au peuple mauritanien.

Devant l'obstination du pouvoir en Mauritanie à entraîner le pays vers des horizons incertains, considérant les risques majeurs encourus par le pays à cet effet, notamment les troubles et l'instabilité observés dans d'autres pays ayant connus des situations similaires de crise politique aiguë non résolue, l'Internationale Socialiste réitère sa solidarité sans faille avec le RFD et tous les démocrates en Mauritanie dans leur combat pour barrer la route à tout amendement constitutionnel portant sur la forme ou le contenu, au moment où la scène politique nationale connaît des tiraillements sans précédent.

**INITIATIVE DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE
CONCERNANT LE GÉNOCIDE ARMÉNIEN**

Original : anglais

Suite au précédent Congrès de l'Internationale Socialiste, le monde a commémoré le centenaire du génocide arménien et a vu un nombre de nouveaux pays, chefs d'État et organisations internationales reconnaître officiellement ce crime contre l'humanité toute entière.

La réunion du Conseil de l'IS à Genève en décembre 2014, tout en reconnaissant les avancées continues dans le monde en matière de droits de l'homme et de prévention des génocides, a judicieusement ajouté le génocide arménien à l'ordre du jour de son premier Conseil de 2015, organisé cent ans après le début de cette atrocité.

La réunion du Conseil de juillet 2015 à New York a approuvé un accord conclu précédemment par les vice-présidents de l'IS d'Arménie et de Turquie, afin que l'Internationale Socialiste organise une audience spéciale ou une table ronde sur le thème : « Comment la reconnaissance turque du génocide arménien peut contribuer à une véritable réconciliation entre la Turquie et l'Arménie ? » Il était convenu que cette réunion compte sur la participation des représentants des partis membres de l'IS à la fois d'Arménie et de Turquie, ainsi que de tout parti membre intéressé, des experts spécialement invités, d'ONG et autres.

Conforme aux deux décisions prises par le passé sur ce sujet et au soutien de longue date de l'IS à une résolution juste du génocide arménien, le XXVe Congrès de l'IS réaffirme sa volonté de travailler avec ses partis membres arméniens et turcs en vue de faciliter une audience ou table ronde sur les bénéfices d'une reconnaissance du génocide arménien par la Turquie pour la réconciliation entre Arméniens et Turcs.

DÉCLARATION SUR LES RESTRICTIONS JURIDIQUES IMPOSÉES AUX LEADERS POLITIQUES D'AMÉRIQUE LATINE

Original : espagnol

Le Congrès de l'IS exprime sa préoccupation face à l'augmentation du nombre d'affaires judiciaires pour des raisons politiques en Amérique latine et dans les Caraïbes. Le Congrès souligne le rôle central du pouvoir judiciaire pour le bon fonctionnement de la démocratie, et appelle à cesser son instrumentalisation. Le Congrès réitère sa solidarité envers ceux qui sont visés par une restriction de leurs droits pour des raisons politiques, et condamne la judiciarisation des représentants de ses partis membres dans la région, en particulier ceux issus de l'opposition, à l'instar du cas du Paraguay avec Rafael Filizzola, président du PDP, et de la Bolivie avec Samuel Doria Medina, Président de l'UN. Dans ce dernier pays, les restrictions procédurales imposées, en sus de la décision du Président Evo Morales de chercher à briguer un nouveau mandat présidentiel au mépris du résultat du référendum du 21 février 2016, sont autant de sources d'inquiétude pour l'IS au sujet de la démocratie bolivienne.

XXV Congrès de l'Internationale Socialiste
Carthagène, Colombie, 2-4 mars 2017

RÉSOLUTION
POUR HABILITER LE CONSEIL A APPORTER
DES MODIFICATIONS AUX STATUTS

Original : anglais

Notre Congrès habilite les prochains Conseils à apporter les modifications nécessaires aux statuts pour permettre la mise en œuvre du principe d'un nombre égal d'hommes et de femmes à tous les niveaux de l'organisation, ainsi que la mise en place d'un Comité sur l'égalité et son mandat.

XXV Congrès de l'Internationale Socialiste
Carthagène, Colombie, 2-4 mars 2017

CHANGEMENT AUX STATUTS APPROUVÉ PAR LE CONGRÈS

Original : anglais

Pour inclure sous le point 5 des statuts:

Notre objectif est d'avoir un nombre égal d'hommes et de femmes à tous les niveaux de l'organisation. Pour notre mouvement, l'égalité entre les hommes et les femmes relève de la question des droits de l'homme.

Pour assurer la représentation des femmes au sein du Présidium de l'IS tel qu'énoncé dans les statuts, en cas de difficulté, l'ISF sera consulté.

**Élu par le XXV Congrès de l'IS
Carthagène, Colombie, 2-4 Mars 2017**

Président:

M. George **Papandreou**

(Grèce)

Secrétaire général:

M. Luis **Ayala**

(Chili)

Vice-président/e:

Albanie	M. Edi Rama
Angola	M. Julião Mateus Paulo
Argentine	M. Jesús Rodríguez
Arménie	M. Mario Nalpatian
Autriche	M. Alfred Gusenbauer
Belgique	M. Elio di Rupo
Brésil	M. Carlos Lupi
Bulgarie	Mme Kornelia Ninova
Cameroun	Mme Chantal Kambiwa
Chili	Mme Isabel Allende
Costa Rica	M. Bernal Jiménez
Espagne	M. Javier Fernández
Fédération russe	M. Alexander Romanovich
Finlande	M. Eero Heinäluoma
Ghana	M. Johnson Asiedu Nketiah
Guatemala	Mme Sandra Torres
Haïti	M. Victor Benoit
Hongrie	M. Attila Mesterházy
Israël	Mme Colette Avital
Italie	Mme Pia Locatelli
Japon	Mme Mizuho Fukushima
Mauritanie	M. Ahmed Ould Daddah
Mexique	Mme Elsa Espinoza
Moldova	M. Vlad Plahotniuc
Mongolie	M. Sükhbaataryn Batbold
Namibie	Mme Pendukeni Iivula-Ithana
Palestine	M. Nabeel Shaath
Portugal	M. Carlos César
Sénégal	M. Ousmane Tanor Dieng
Turquie	M. Umut Oran
Uruguay	M. Rafael Michellini
Venezuela	M. Henry Ramos

**Présidents honoraires convenus par le XXV Congrès de l'IS
Carthagène, Colombie, 2-4 mars 2017**

Mustapha Ben Jaafar (Tunisie)

Rubén Berríos Martínez (Puerto Rico)

Cuauhtémoc Cárdenas (Mexique)

Tarja Halonen (Finlande)

Mahamdou Issoufou (Niger)

Lionel Jospin (France)

Horacio Serpa (Colombie)

Jalal Talabani (Iraq)

**Décisions sur les changements de statut et les nouveaux membres de l'IS prises
pendant la période entre les congrès, ratifiés par le XXV Congrès**

Membres de plein droit

Bolivie: Unité Nationale, UN
Burkina Faso: Mouvement populaire pour le progrès, MPP
Inde: Congrès National Indien, INC
Iran: Parti démocratique du Kurdistan, KDP
Venezuela: Voluntad Popular, VP

Changement de statut à membre de plein droit

Azerbaïdjan: Parti Social-Démocrate d'Azerbaïdjan, SDPA
Biélorus: Parti Social-Démocrate du Biélorus (Narodnaya Hramada), BSDP
Chypre: Parti Républicain Turc, CTP
Chypre: Parti Social-Démocrate, TDP
Égypte: Parti Social-Démocratique d'Égypte
Kazakhstan: Parti Social-Démocrate National, OSDP
Paraguay: Parti Démocratique Progressiste, PDP
Tchad: Union Nationale pour le Développement et le Renouveau, UNDR
Venezuela: Un Nouveau Temps, UNT

Statut consultatif

Botswana: Parti Démocratique du Botswana, BDP
Belize: Parti Populaire Uni, PUP
Lettonie: Parti Social-Démocrate Concord
Nigeria: Congrès des Progressistes, APC
Syrie: Parti de l'union démocratique, PYD

Changement de statut à membre de consultatif

Sahara Occidental: Front Polisario

Statut d'observateur

Iran: Parti Komala du Kurdistan d'Iran, KPIK
Iran: Parti Komala du Kurdistan, KPK
Lesotho: Congrès pour la Démocratie du Lesotho, LCD
République démocratique du Congo: Parti Lumumbiste Unifié, PALU
Somaliland: Parti pour la Justice et le Bien-être, JWP
Swaziland: Parti Démocratique du Swaziland, SWADEPA

Statut d'Organisation Associée

Forum Social Démocratique Arabe, ASDF
Forum Euro-Latino-Américain des Députés Progressistes et Socialistes

Galerie de Photos

XXV Congrès de l'IS, Carthagène, Colombie, 2-4 mars 2017



S.E. Juan Manuel Santos, président de la République de Colombie, avec le président de l'IS George Papandreou et le secrétaire général de l'IS, Luis Ayala



XXV Congrès de l'IS, Carthagène, Colombie



XXV Congrès de l'IS, Carthagène, Colombie



S.E. Juan Manuel Santos, président de la République de Colombie

Galerie de Photos

XXV Congrès de l'IS, Carthagène, Colombie, 2-4 mars 2017



Présidium avec Président Santos



Délégués du PLC, Colombie



Julião Mateus Paulo, MPLA, Angola, Vice-Président de l'IS



Carlos Eduardo Vieira da Cunha, PDT, Brésil



Ouafa Hajji (SIW) et Attila Mesterhazy (MSzP, Hongrie), membres du Présidium de l'IS



Délégués du PLC, Colombie

Galerie de Photos

XXV Congrès de l'IS, Carthagène, Colombie, 2-4 mars 2017



*Cuauhtémoc Cárdenas, Mexique, Président
Honoraire de l'IS*



*Rubén Berríos Martínez, PIP, Puerto Rico, Président
Honoraire de l'IS*



Nabil Shaath, Fatah, Palestine, Vice-Président de l'IS



Colette Avital, Meretz, Israël, Vice-Présidente de l'IS



Gal Raij, Parti Laboriste d'Israël



Ousseini Hadizatou Yacouba, PNDS-TARAYYA, Niger

Galerie de Photos

XXV Congrès de l'IS, Carthagène, Colombie, 2-4 mars 2017



*Miguel Vargas, Ministre des Affaires Étrangères
de la République dominicaine, Président du PRD*



Mario Jiménez, PSOE, Espagne



Mikalai Statkevich, BSDP-NH, Bélarus



Isabel Allende, PS, Chili, Vice-Présidente de l'IS

Galerie de Photos

XXV Congrès de l'IS, Carthagène, Colombie, 2-4 mars 2017



Mario Nalpatian, ARF-D, Arménie, Vice-Président de l'IS



Zharmakhan Tuyakbay, OSDP, Kazakhstan



Ryoichi Hattori, SDP, Japon



Araz Alizadeh, SDPA, Azerbaïdjan



Sandra Torres, UNE, Guatemala, Vice-Présidente de l'IS



Saleh Kebzabo, UNDR, Tchad

Galerie de Photos

XXV Congrès de l'IS, Carthagène, Colombie, 2-4 mars 2017



Elsa Espinosa, PRI, Mexique, Vice-Présidente de l'IS



Mustapha Ben Jaafar, Ettakatol, Tunisie, Président Honoraire de l'IS



Bernal Jiménez, PLN, Costa Rica, Vice-Président de l'IS



Shazia Marri, PPP, Pakistan



Sükhbaatar Batbold, MPP, Mongolie, Vice-Président de l'IS



Mani Shankar Aiyar, INC, Inde

Galerie de Photos

XXV Congrès de l'IS, Carthagène, Colombie, 2-4 mars 2017



Chantal Kambiwa, SDF, Cameroon, Vice-Présidente de l'IS



André Figueiredo, PDT, Brésil



Guo Yezhou, Vice Ministre, PCC, Chine



XXV Congrès de l'IS, Carthagène, Colombie



Roberto Marrero, VP, Venezuela



Emmanuel Golou, PSD, Bénin

Galerie de Photos

XXV Congrès de l'IS, Carthagène, Colombie, 2-4 mars 2017



Jesús Rodríguez, UCR, Argentine, Vice-Président de l'IS



Dahan Alnajjar, YSP, Yémen



Andrés Esono Ondo, CPDS, Guinée Équatorial



Elyzabeth Reyes, UN, Bolivie

Galerie de Photos

XXV Congrès de l'IS, Carthagène, Colombie, 2-4 mars 2017



Khalid Azizi, KDP, Iran



Limam Ahmed, RFD, Mauritanie



Mala Bakhtiar, chef du bureau exécutif de la UPK d'Irak



Umut Oran, CHP, Turquie, Vice-Président de l'IS



Victor Benoit, Haïti, Vice-Président de l'IS



Jorge del Castillo, APRA, Pérou

Galerie de Photos

XXV Congrès de l'IS, Carthagène, Colombie, 2-4 mars 2017



Carlos Lupi, Président du PDT Brésil, Vice-Président de l'IS, avec délégués du parti



Délégués du PNDS, Niger



Délégués du PRD, République dominicaine



Délégation de l'UPK, Iraq



Délégués du PS, Belgique



Délégués de l'UCR d'Argentine et du PRSD du Chili

Galerie de Photos

XXV Congrès de l'IS, Carthagène, Colombie, 2-4 mars 2017



Déléguées du PLC, Colombie



Délégués du PPD, Chili



Svetlina Yolcheva et Georgi Anastasov, PBSB, Bulgarie



Krum Kostadinov Zarkov et Boyana Dimitrova Bozadzhieva, BSP, Bulgarie



Saleh Mohamed Moslem et Ibraehim Muslem, PYD, Syrie



Aziz Othman, Syrie, Azzadi Party

Galerie de Photos

XXV Congrès de l'IS, Carthagène, Colombie, 2-4 mars 2017



Délégués du CHP, Turquie



Délégués de la UNDR, Tchad



Délégués du SDP, Finlande



Délégués de la UN, Bolivie



Daniel Hermogène, Haïti



Délégués du PS, France

Galerie de Photos

XXV Congrès de l'IS, Carthagène, Colombie, 2-4 mars 2017



Gwede Mantashe, ANC, Afrique du Sud



Katarina Nevedalova, SMER-SD, Slovaquie



Francisco Rosales, FSLN, Nicaragua



Déléguées du FSLN, Nicaragua



Faisal Farah et Saeed Omer, JWP, Somaliland



Armağan Candan, CTP, Chypre

Galerie de Photos

XXV Congrès de l'IS, Carthagène, Colombie, 2-4 mars 2017



Délégues du MPP, Burkina Faso



Peggy Cabral et membres de la délégation du PRD, République Dominicaine



Paulina Lamps et Katarina Papadopoulou, AD, Grèce



Alexandra Dobolyi et Janos Veres, MSzP, Hongrie



Délégues du KPIK, Iran



Rahmatou Haidara, ADEMA-PASJ, Mali

Galerie de Photos

XXV Congrès de l'IS, Carthagène, Colombie, 2-4 mars 2017



Délégués au XXV Congrès de l'IS



Igor Bator, PDM, Moldova, et délégués du MPP, Mongolie



Déléguées du MPP, Mongolie



Abdeslam Eddebarg, USFP, Maroc



Willem Amutenya, Swapo, Namibie



Délégués du PRD, Panama

Galerie de Photos

XXV Congrès de l'IS, Carthagène, Colombie, 2-4 mars 2017



Délégués du PRD, Panama



Edgar Gimenez, PDP, Paraguay



Fernando Martín et Hugo Rodríguez, PIP, Porto Rico



Délégués du PALU, RD Congo



Gerardo Giovagnoli, PSD, Saint-Marin



Gorgui Ciss, PS, Sénégal

Galerie de Photos

XXV Congrès de l'IS, Carthagène, Colombie, 2-4 mars 2017



Marina Sabitova, OSDP, Kazakhstan



Délégues du PSOE, Espagne



Délégues de AD, Venezuela



Timoteo Zambrano, UNT, Venezuela



Alfredo Chaparro et Carla Gazzani, Venezuela



Edmund N. Delle, CPP, Ghana

Galerie de Photos

XXV Congrès de l'IS, Carthagène, Colombie, 2-4 mars 2017



Kamran Balnour, Khalid Azizi, et Mouloud Swara, KDP - Iran



Députées du ANC, Afrique du Sud



Hella Ben Youssef Ouardani, Ettakatol, Tunisie



Miguelina Vecchio, PDT, Brésil



Edna Molewa, Afrique du Sud



Députés du MPLA, Angola



XXV Congrès de l'IS, Carthagène, Colombie



Jorge Farfán Gaviria, Jorge del Castillo et Carmen Haas, APRA, Pérou

**XXV Congrès de l'International Socialiste
Carthagène, Colombie, 2-4 mars 2017**

LISTE DES PARTICIPANTS

INVITÉ SPÉCIAL

S.E. Juan Manuel Santos
Président de la République de la
Colombie

INTERNATIONALE SOCIALISTE

George Papandreou
(Président)

Luis Ayala
(Secrétaire général)

Partis membres de plein droit

AFRIQUE DU SUD

Congrès National Africain, ANC

Gwede Mantashe
Ebrahim Ebrahim
Edna Molewa
Khadija Magardie
Ajanda Dlodlo
Buyelwa Ngam
Lovedalia Maake
Dumi Mpande

ANGOLA

MPLA

Julião Mateus Paulo
(Vice-Président de l'IS)

Manuel Pedro Chaves
João Salvador dos Santos Neto
Rosario Neto

ARGENTINE

Parti Socialiste, PS

Roberto César Birri

ARGENTINE

Union Civique Radicale, UCR

Jesús Rodríguez
(Vice-Président de l'IS)

Lilia Puig

ARMÉNIE

FRA Parti Socialiste Arménien

Mario Nalpatian
(Vice-Président de l'IS)

Vache Thomassian
Hagop Agopian

AUTRICHE

Parti Social-Démocrate d'Autriche, SPÖ

Alfred Gusenbauer
(Vice-Président de l'IS)

AZERBAÏDJAN

Parti Social-Démocrate d'Azerbaïdjan, SDPA

Araz Alizadeh
Samad Alizada
Manana Guniya

BÉLARUS

Parti Social-Démocrate du Bélarus
(Narodnaya Hramada), BSDP-NH

Mikalai Statkevich
Marina Adamovich

BELGIQUE

Parti Socialiste, PS

Elio Di Rupo
(Vice-Président de l'IS)

Ariane Fontenelle
Franco Di Rupo

BÉNIN

Parti Social-Démocrate, PSD

Emmanuel Golou
(Vice-Président ex-officio de l'IS)

BOLIVIE

Unité Nationale, UN

Jaime Navarro
Elyzabeth Reyes
Rafael Quispe

BRÉSIL

Parti Démocratique Travailliste, PDT

Carlos Roberto Lupi
(Vice-Président de l'IS)

Carlos Eduardo Vieira da Cunha
Manoel Dias
André Figueiredo
Miguelina Paiva Vecchio
Márcio Ferreira Bins Ely
Marli Rosa Mendonça
Josbertini Clementino

BULGARIE

Parti Socialiste Bulgare, BSP

Krum Kostadinov Zarkov
Boyana Dimitrova Bozadzhieva

BULGARIE

Sociaux-Démocrates Bulgares, PBSB

Svetlina Yolcheva
Georgi Anastasov

BURKINA FASO

Mouvement Populaire pour le Progrès, MPP

Mikail Baguian
Basile Laetare Guissou
Rakieta Zagre Yameogo

CAMEROUN

Front Social-Démocratique, SDF

Chantal Kambiwa
(Vice-Présidente de l'IS)

CHILI

Parti pour la Démocratie, PPD

Claudio Vázquez
Tomás de Rementería
Daniel Ibáñez
Rodrigo Miranda
Pía Castelli
Carlos Cuadrado

CHILI

Parti Radical Social-Démocrate, PRSD

Patricio Tombolini
Pedro Neira
Cristián Jara Palma

CHILI

Parti Socialiste, PS

Isabel Allende
(Vice-Présidente de l'IS)

José Jara León

CHYPRE
Parti Républicain Turc, CTP

Armağan Candan

COLOMBIE
Parti Libéral Colombien, PLC

Horacio Serpa Uribe
(Président Honoraire de l'IS)

Alejandro Chacón Camargo
Juan Manuel Galán
Carolina Ordoñez
Edison Delgado Ruiz
Sofía Gaviria Correa
Rodrigo Villalba Mosquera
Arleth Casado de López
Fabio Amin Saleme

Luis Fernando Duque
Angelo Villamil Benavides
Jhon Jairo Roldán
Neftalí Correa Díaz
Miguel Angel Pinto
Andrés Felipe Villamizar
Héctor Olimpo Espinosa

COSTA RICA
Parti Libération Nationale, PLN

Bernal Jiménez
(Vice-Président de l'IS)

ESPAGNE
Parti Socialiste Ouvrier Espagnol, PSOE

Mario Jiménez Díaz
Ricardo Cortes Lastra
Cibran Fernández Silva
Laura Seara Sobrado
Jimena Sanclemente

FEDERATION RUSSE
Parti Une Russie Juste

Alexander Romanovich
(Vice-Président de l'IS)

Nataliya Velikaya
Anton Romanovich

FINLANDE
Parti Social-Démocrate Finlandais, SDP

Eero Heinäluoma
(Vice-Président de l'IS)

Reijo Paananen
Tero Shemeikka
Tuula Peltonen
Risto Heinäluoma

FRANCE Parti Socialiste, PS	Sébastien Gricourt Jean-Jacques Kourliandsky
GRÈCE Alignement Démocratique, DA	Paulina Lampsa Konstantinos Foutzopoulos Katerina Papadopoulou
GUATEMALA Unité Nationale de l’Espoir, UNE	Sandra Torres (Vice-Présidente de l’IS) Marta Palomo
GUINÉE EQUATORIALE Convergence pour la Démocratie Sociale, CPDS	Andrés Esono Ondo Wenceslao Mansogo Alo
HAÏTI Parti Fusion des Sociaux-Démocrates Haïtiens	Víctor Benoit (Vice-Président de l’IS)
HONGRIE Parti Socialiste Hongrois, MSzP	Attila Mesterházy (Vice-Président de l’IS) Alexandra Dobolyi János Veres
INDE Congrès National Indien, INC	Mani Shankar Aiyar
IRAN Parti démocratique du Kurdistan, KDP	Khalid Azizi Mouloud Swara Kamran Balnour
IRAQ Union Patriotique du Kurdistan, PUK	Hikmat Mohammed Kareem (Mala Bakhtiar) Sadi Pire Rangin Abdullah Mohammed Zana Bestoon Ali

ISRAËL Parti Travailliste d’Israël, ILP	Gal Raij
ISRAËL Parti Meretz	Colette Avital (Vice-Présidente de l’IS)
ITALIE Parti Socialiste Italien, PSI	Pia Locatelli (Vice-Présidente de l’IS)
JAPON Parti Social-Démocrate, SDP	Ryoichi Hattori Tetsuhisa Fukaya Kensuke Koito
KAZAKHSTAN Parti Social-Démocrate National, OSDP	Zharmakhan Tuyakbay Marina Sabitova Adilzhan Tuyakbay
MALI Parti Africain pour la Solidarité et la Justice, ADEMA-PASJ	Rahmatou Haidara
MAROC Union Socialiste des Forces Populaires, USFP	Abdesselam Eddebbarih
MAURITANIE Rassemblement des Forces Démocratiques, RFD	Limam Ahmed Mohamedou
MEXIQUE	Cuauhtémoc Cárdenas (Président Honoraire de l’IS)
MEXIQUE Parti Révolutionnaire Institutionnel, PRI	Elsa Espinosa (Vice-Présidente de l’IS)
REPUBLIQUE DE MOLDOVA Parti Démocratique, PDM	Dumitru Diacov Vladimir Cebotari Igor Batog Adelina Jelescu

MONGOLIE

Parti du Peuple Mongol, MPP

Sükhbaatar Batbold
(Vice-Président de l'IS)

Tsedenbal Tsogzolmaa
Batsumber Munkhjin
Danzanbaljir Enkhjargal
Dashdorj Zorigt
Otgontuya Khorloo

NAMIBIE

SWAPO

Pendukeni Iivula-Ithana
(Vice-Présidente de l'IS)

Willem Amutenya

NICARAGUA

Front Sandiniste de Libération Nationale,
FSLN

Margarita Zapata
José Francisco Rosales
Ruth María Castro
María Isabel Turcios

NIGER

Parti Nigérien pour la Démocratie et le
Socialisme, PNDS-TARAYYA

Ousseini Hadizatou Yacouba
Bety Aichatou Habibou Oumani
Diarra Fatimata Ly
Falade Affioua Tretou

PAKISTAN

Parti du Peuple du Pakistan, PPP

Shazia Marri

PALESTINE

Fatah

Nabeel Shaath
(Vice-Président de l'IS)

Xavier Abu Eid

PANAMA

Parti Révolutionnaire Démocratique, PRD

Eyra Ruiz
Leonardo Kam
Luis Carlos Cabezas
Sandra Noriega
Humberto López Tirone
Juan Carlos Arosemena
Analia de Arosemena

PARAGUAY

Parti Démocratique Progressiste, PDP

Edgar Giménez Caballero

PEROU

Parti Aprista Péruvien, APRA

Jorge del Castillo
Jorge Farfán Gaviria
Carmen Haas

PUERTO RICO

Parti Indépendantiste Portoricain, PIP

Rubén Berrios Martínez
(Président Honoraire de l'IS)

Fernando Martín García
Hugo Rodríguez Díaz

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Parti Révolutionnaire Dominicain, PRD

Miguel Vargas
(Vice-Président ex-officio de l'IS)

Peggy Cabral
Rafael Vásquez
Silvia García
Rafael Tejada
Víctor Gómez Casanova
Juan Francisco Álvarez
Gilberto Acevedo
César Medina

Alejandro Santana
Hugo Beras
Angelita de Vargas
Amanda Cabral
Nancy Moronta

RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

SMER – Social-Démocratie

Katarina Nevedalova

ROUMANIE

Parti Social-Démocrate, PSD

Titus Corlatean

SAINT-MARIN

Parti des Socialistes et des Démocrates, PSD

Gerardo Giovagnoli

SÉNÉGAL

Parti Socialiste, PS

Gorgui Ciss

TCHAD

L'Union Nationale pour la Développement et
le Renouveau (UNDR) du Tchad

Saleh Kebzabo
Abdraman Ildjima
Celestin Monnga Winga Topona
Oumar Akacha Al Mahady
Jeanne Kebzabo

TUNISIE

Forum Démocratique pour le Travail et les
Libertés, FDTL-Ettakatol

Mustapha Ben Jaafar
(Président Honoraire de l'IS)

Hella Ben Youssef Ouardani
Aroussia Oukassi

TURQUIE

Parti Républicain du Peuple, CHP

Umut Oran
(Vice-Président de l'IS)

Mansur Çelik
Tayfun Şahin
Hilal Dokuzcan

URUGUAY

Nouvel Espace, NE

Rafael Michelini
(Vice-Président de l'IS)

VENEZUELA

Action Démocratique, AD

Henry Ramos
(Vice-Président de l'IS)

Luis Aquiles Moreno
Francisco Poleo
Paula Dimattia
Maurice Poler
Rafael Poleo
Luis Carlos Padilla
Rafael Martínez Nestares

VENEZUELA

Un Nouveau Temps, UNT

Timoteo Zambrano
Luis Elías Matta

VENEZUELA

Voluntad Popular, VP

Roberto Marrero

YÉMEN

Parti Socialiste du Yémen, YSP

Dahan Alnajjar

Partis Membres Consultatifs

SYRIE

Parti de l'union démocratique, PYD

Saleh Mohamed Maslem

Ibrahim Muslem

SAHARA OCCIDENTAL

Front Polisario

Mohamed Salem Oud Salek

Mohamed Liman Ali Ami

Partis Membres Observateurs

IRAN

Parti Komala du Kurdistan d'Iran, KPIK

Salah Bayaziddi

IRAN

Parti Komala du Kurdistan, KPK

Reza Kaabi

REPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Parti Lumumbiste Unifié, PALU

Sylvain Ngabu Chumbo

Eugène-Joseph Kwiseke Usiga-Usanga

Gishangu Zubi

Armando Suana

SOMALILAND

Parti pour la Justice et le Bien-être, JWP

Faisal Farah

Saeed Omer

Organisations Fraternelles

Internationale Socialiste des Femmes, ISF

Ouafa Hajji

(Vice-Présidente ex-officio de l'IS)

Organisations Associées

Forum Euro-Latino-Américain des
Députés Progressistes et Socialistes,
EUROLAT

David Balsa

Francisco Carvalho

Rosemarie Mendoza

Secrétariat de l'IS

Latifa Perry
Heloise Crowther
Gabriela Shepherd
Claudio Herrera
Carolina Zenteno
Steve Lee

x x x x

Partis Invités

CHINE

Parti Communiste Chinois, CPC

Guo Yezhou
Zhou Rongguo
Wang Nan
Zhao Hongtao
Wang Wei
Chen Jian

GHANA

Parti Convention du Peuple, CPP

Edmund N. Delle

KOSOVO

Mouvement d'Auto-détermination, MSD

Boiken Abazi

SYRIE

Parti Azzadi

Aziz Othman

Invités Individuels

Richard Parker

Parti Démocratique des Etats-Unis, Professeur de
l'Université de Harvard

Maung Tun Khin

Représentant du Peuple Rohinyá de la Birmanie

Daniel Hermogène

Haïti

Alfredo Chaparro

Venezuela

Carla Gazzani

Venezuela

**Publié par
l'Internationale Socialiste
PO Box 67973
Londres SW4 4DU
Royaume Uni**